

56: من الإصل

NOVEMBRE 1974

N° 248

Rédacteur en chef:
Claude Julien

Prix: 5 F

Abonnés: 500 DA Maroc: 500 dir.
Canada: 120 \$ n. Mexique: 300 p.
Suisse: 500 fr. France: 300 f.
Italie: 500 lire
Abonnements: voir tarif page 3.

Publication mensuelle
(vingt et unième année)

éditée par

Le Monde

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

5, rue des Italiens, Paris-IX

Directeur: Jacques Fouvet

LE MONDE diplomatique

Dans ce numéro

AUX ETATS-UNIS

Voter après le Watergate

Nina Saiton.

(Pages 2 et 3.)

ANGOLA:

Une société multiraciale?

Virgilio Delmon.

(Page 4.)

L'ALBANIE D'ENVER HODIA

Un monastère marxiste

Reportage de Georges Fohlen.

(Pages 6 et 7.)

Changement ou révolution

Par CLAUDE JULIEN

"CRISE conjoncturelle", disait le président de la rigide Renault à la veille du Salon de l'Automobile. Crise conjoncturelle « de longue durée », précisait, plus lucide, les Américains. « Crise durable », confirmait M. Valéry d'Esch, mais nul n'ose prononcer le seul mot qui caractériserait avec exactitude l'abandonnement au cours d'une « crise ». C'est pourtant bien de cela qu'il s'agit. Un simple « ajustement », dont le président de la République dit qu'il est « nécessaire », pourrait atténuer le choc mais ne résoudrait rien.

Le chef de l'Etat français pressentait: « Ce n'est pas un changement de conjoncture, dit-il, c'est un changement profond. » Mais aussitôt il insiste, une fois de plus, comme on le voit en parcourant ses discours, sur le renforcement des produits pétroliers. Celui-ci n'est-ce pas le plus sûr moyen de faire face à l'augmentation du coût de la vie, qu'il chiffre lui-même à 15,5 %? L'inflation est, en effet, bien ancrée dans le « crise pétrolière », et elle a d'autres causes, internes et externes.

COMBATTRE les causes internes est politiquement difficile, voire impossible, en raison de l'absence sociale du pouvoir. Les écarts de revenus qui font couler le tout et la généralité des vœux, la plénitude des ententes, limitent en fait le pouvoir interne et favorisent l'opportunité de production. Une fiscalité qui répartit inégalement les charges ne permet guère, à moins de pénaliser les supporters de la majorité, d'effectuer d'importants prélèvements définitifs sans provoquer la récession. Gouverner est donc tout d'abord « organiser » le chômage: en assurant un an de traitement aux travailleurs chômeurs, on évite de réduire le chômage. Mais cet accord est loin de concilier tous les salariés menacés ou déjà atteints.

La lutte contre les causes externes suppose bien cette « concertation » déclinée dans les autres « échecs » sociaux de préserver leur pouvoir.

Le président de la République a porté de « la poursuite du bolide du niveau de vie » pour un milliard d'êtres humains: à la concertation efficace pour assurer le développement, on a depuis vingt-cinq ans préféré l'exploitation du sous-prolétariat sur trois continents, dont le dernier continent n'a cessé de croître au profit des pays industrialisés. On a vu de véritables concertations au sein de l'O.C.E., où ont prévalu les intérêts du dollar et des monnaies qui s'y dévalent imprudemment accrochées, et pas davantage pour supprimer le convertibilité du dollar. Pas de concertation sur le merveilleux système par lequel « les sociétés américaines d'acheter, grâce au fruit du travail d'étrangers, des entreprises dans le monde entier. Pas de concertation, mais le préjudice du plus fort, pour l'exploitation des richesses des autres ou pour une politique démographique. Pas de concertation pour une guerre qui a coûté de 20 à 40 milliards de dollars par an pendant huit ans, sans même que les Etats-Unis ne déficit pétrolier, mais que l'Amérique, prélevant allégrement ses dépenses, a refusé de financer par l'impie.

La crise n'est pas « technique », mais « politique ». Pour la résoudre, il faut donc l'attaquer à sa source, y compris les pratiques impérialistes qui ont artificiellement créé une épaisse prospérité et encouragé diverses formes de gaspillage.

Remarque sur le gaspillage, ce n'est pas fermer la consommation lorsqu'on gèle le pôle. C'est dissuader la consommation non nécessaire ou simplement inutile, ou la production sur les biens indispensables aux plus humbles, sur les biens d'équipement que nous importons d'Allemagne ou du Japon, alors que nous devrions en importer beaucoup plus des pays du tiers-monde. Mais, pour cela, il faut supprimer leur pouvoir d'achat en leur payant plus cher leurs matières premières, ce qu'ils ne manquent pas de faire.

Ouvrir à la production de nouveaux débouchés dans les classes et dans les nations étrangères, c'est aller à l'encontre de l'intérieur et à l'extérieur. C'est rompre avec le principe, c'est-à-dire, en fait, abandonner les vieilles définitions de profit et de l'investissement. Ce qui suppose de s'écarter des schémas des nations industrielles commandées à des conceptions économiques condamnées et de s'appuyer davantage sur les nations que l'on veut exploiter.

Il s'agit aussi de repenser au président de la République d'avoir parlé d'économie en ignorant les causes politiques, humaines, culturelles, etc. On ne peut que déplore qu'il ne soit pas allé plus loin pour décrire une nouvelle vision de l'économie mondiale, sans doute celle qu'il en est sûr. Mais, si ce n'est que cela s'appelle une révolution.

LA CRISE

« Le monde est malheureux (...) parce qu'il ne sait pas où il va et parce qu'il ne voit pas la catastrophe. » Pour tenter de diagnostiquer l'actuelle conjoncture, M. Valéry d'Esch a écrit le 24 octobre quatre causes essentielles: l'explosion démographique, la crise de l'énergie et des matières premières, les pénuries alimentaires, et enfin des difficultés financières qui se font essentiellement à l'engouement des prix pétroliers.

D'assez surprenante manière, le président de la République...

blique et pudiquement passé sous silence les causes qui apparemment inéluctablement ont fonctionné dans les pays industrialisés et dans leurs ramifications. C'est pour tenter de combler cette grave lacune que nous avons réuni ici diverses analyses à la fois pratiques et théoriques.

En suggérant à grands traits ce qui devrait et pourrait être fait, le professeur Christian Goux, dans l'article ci-dessous, fait mieux ressortir les aberrations d'un système...

Pour une nouvelle orientation de l'activité économique

Par CHRISTIAN GOUX *

La crise économique que traverse la France et le monde occidental est grave. Pour en sortir, nous devons surmonter nos propres forces et mener les luttes décisives à l'intérieur. Mais nous ne pouvons pas nous contenter d'intégrer les aspects internationaux de la crise. Il ne faut pas se tromper: il ne s'agit ni plus ni moins que d'une crise existentielle en tant que telle.

L'exemple du Chili, pourtant si loin de la France, est de ce point de vue très éclairant. La politique économique nationale et les réformes se sont heurtées au mur des intérêts des trusts internationaux. Et la solution, providentielle certes, mais terrible, fut l'effacement du peuple chilien. Ainsi...

est-il essentiel de modifier les leçons de l'histoire et d'engager la lutte sans se tromper d'adversaire. Et il faut reconnaître que, paradoxalement, la prise de conscience de la nécessité d'une approche globale est beaucoup plus nette dans les régions (rares) qu'à Paris. Les paysans brétons ou les ouvriers de Sud-Aval à Toulouse savent et comprennent mieux que d'autres que ce qui compte est de moins en moins homogène. Et ce sont bien souvent les Parisiens qui raisonnent en partisans et en nationalistes étroits.

Mais avant d'essayer à partir d'exemples concrets ce que pourrait être une politique économique prenant en compte les impératifs nationaux et internationaux, il est nécessaire de réfléchir sur ce que devraient être ses objectifs. Or, jusqu'à maintenant, les considérations sur la croissance du produit national brut (P.N.B.) tenaient lieu d'objectif et d'unique. Il était essentiel, disaient en chœur le gouverne-

ment et le patronat, d'assurer la croissance maximum compatible avec l'évolution souhaitable des structures. De cette façon, le véritable objectif était atteint: celui de la croissance des profits, permettant l'accumulation du capital, la reproduction du système économique et social, condition de la pérennité du pouvoir. Enfin, le niveau s'agrandissant, son partage pouvait toujours aussi s'effectuer sans trop de douleur.

Tout ceci est maintenant remis en question. D'une part, la croissance du système capitaliste s'essouffait pour des raisons internes et externes. D'autre part, la baisse du taux de profit est de plus en plus aigue et difficile à maintenir, comme le montrent de nombreuses analyses de l'évolution récente de l'économie américaine. D'autre part, l'effacement d'une partie du tiers-monde et la prise en main, dans certains secteurs clés, de son propre destin sonnent le glas d'un pillage systématique des matières premières. Analyser les événements pétroliers actuels comme un triomphe des Etats-Unis me paraît être une erreur lourde de conséquences à terme.

Lire pages 11 à 21:
notre
dossier

Craquements économiques
et risques de guerre

et page 22:

CINEMA
POLITIQUE
1929: la grande crise

L'abondance à quel prix ?

En 1974, le considérable progrès des forces productives, notamment en Europe, remet en question le mythe fondamental de la croissance des profits. Ce qui est en jeu, c'est une autre croissance: une véritable augmentation des conditions de vie non seulement des plus démunies mais de l'ensemble de la population qui subit les difficultés croissantes d'une existence sans avenir. L'accroissement du revenu monétaire n'est pas l'accumulation de la richesse matérielle, et encore moins, bien sûr, de la richesse spirituelle et culturelle.

A l'effacement des pays dominants. Autour de nous, deux pays sont déjà touchés: l'Italie et la Grande-Bretagne. Craignons d'être les suivants. Il serait illusoire de croire que, si la crise devenait grave, nous pourrions tirer notre épingle du jeu.

(Lire la suite page 18.)

* Professeur à l'université de Paris-I. Voir ses articles du Monde diplomatique, notamment le double rôle de la puissance américaine (mars 1973) et l'exploitation « rationnelle » du tiers-monde (février 1974).

POUR UNE PAIX VÉRITABLE AU CAMBODGE

Obtenir la cessation de toute intervention américaine

Par KHIEU SAMPHAN

L'Assemblée générale des Nations unies se prononcera dans quelques jours sur la résolution du Cambodge. Elle devra choisir entre, d'une part, la détermination du gouvernement du Phnom-Penh, l'un des deux camps d'Asie, de maintenir la paix sous ses auspices, et d'autre part, la détermination du G.P.N.U. (Gouvernement provisoire du Phnom-Penh) de maintenir la paix sous ses auspices. La résolution de l'Assemblée générale des Nations unies est la seule qui soit la fois la légitimité et la continuité de la majeure partie du territoire du Cambodge et la réalisation se rejoignant dans le vœu de la paix. Elle est donc la seule qui soit la fois la légitimité et la continuité de la majeure partie du territoire du Cambodge et la réalisation se rejoignant dans le vœu de la paix.

Le coup d'Etat au Cambodge (11), fondé par le G.P.A. et servi par une poignée de troupes locales connues de longue date par le peuple, fut la première à l'agression ouverte et directe des forces américaines le 30 avril 1970. Il était, dans l'optique de l'administration Nixon, le premier pas vers la réalisation de la paix au Cambodge indépendant, pacifique et non aligné, en une de ses néo-colonies.

Mais voilà déjà plus de quatre ans et demi que la guerre continue à faire rage au Cambodge. L'administration américaine persévère dans la propagation organisée d'informations mensongères et tendancieuses afin de mener la continuelle

de l'opinion américaine et internationale et de canaliser sa fureur responsable. Mais la réalité est que le problème du Cambodge continue de se poser avec acuité, que la population continue de mourir et de souffrir à cause de la persistance obstinée des interventions des impérialismes américains qui essayent désespérément de sauver les instruments de leur néo-colonialisme, les troupes du Phnom-Penh.

Au cours de ces quatre années et demi de guerre, les impérialismes américains, directement ou indirectement, et les troupes du Phnom-Penh ont détruit d'innombrables écoles (laïques, hôpitaux, écoles, universités, pagodes, temples...) acquies au prix de plusieurs générations de laïques; ils ont massacré des centaines de milliers d'habitants innocents et plusieurs milliers de soldats américains dans des souffrances et maux incommensurables; ils ont rayé des villes et villages entiers de la carte; ils ont ravagé des centaines de milliers d'hectares de cultures vivrières et industrielles.

Contre ces crimes inimaginables au Vietnam du Sud, le peuple du Cambodge, traditionnellement doux et pacifique, s'est levé avec indignation et fureur. Par son écho unanime et sa ferme détermination, il met devenu une force inébranlable contre laquelle se sont brisés tous les assauts les plus vigoureux de l'ennemi.

— Eclat de la « détermination de la guerre » entreprise dès le 30 avril 1970, six semaines après le coup d'Etat, par cent mille G.P. et deux cent mille soldats américains pour sauver les troupes du Phnom-Penh, des chanceliers sous les secousses populaires. La résistance opiniâtre du peuple du Cambodge, soutenue par le large soutien du peuple américain et de l'opinion mondiale, oblige les troupes américaines à se retirer du Cambodge le 30 juin 1970.

— Fiasco total de la « vietnamisation de la guerre au Cambodge » menée par les troupes américaines avec leurs conseillers américains. Les combats acharnés du peuple du Cambodge et de ses F.A.P.N.K. (Forces armées populaires de libération du Cambodge) dans tout le pays, sur tous les plans, notamment militaire et politique, mirent en débandade, en janvier 1972 à Kratié, l'opération américaine « Vichit 2 ».

— Défaite stratégique de la « khémérisation de la guerre » menée par les troupes des troupes du Phnom-Penh.

(Lire la suite page 8.)

(1) Conscience française du Cambodge: véritable non du pays. Cette dernière appellation sera utilisée dans la suite de ce texte à la place de Cambodge.

A la Grande
Maroquinerie de Paris

1295 F

excluse
aussi
ou
culir
275 F

tous les styles dans la
nouvelle collection de
SACS EN CROCODILE

RIVES

156, rue de Rivoli
METRO: LOUVRE

AUX ÉTATS-UNIS

Voter après le Watergate

TROIS mois après la chute de M. Richard Nixon, au moment où les Américains élisent un nouveau Congrès, que restait-il de deux années consacrées à évaluer la corruption d'un gouvernement ?

[illegible]

Comme lui, beaucoup d'Américains ne désirent plus qu'une chose : pouvoir - réformer ou plus vite le livre du Watergate ».

Pour certains hommes politiques, l'affaire n'est plus qu'un gadget électoral, tortille au moins jusqu'à la consultation du 5 novembre. Mais ensuite ? Quelques-uns, cependant, qui ont consacré tant d'efforts à tenter de faire mourir le scandale du Watergate ne se résignent pas à en laisser échapper les fruits.

Comme le dit l'un d'eux, M. John Gardner, ancien ministre de la santé de Lyndon Johnson et directeur de *Common Censures* (1) : « La crise nous a offert une chance fort suse. Le Watergate va sans doute susciter le plus important mouvement de réforme politique de l'histoire du pays ». Les critiques virulentes adressées à Nixon ont conduit à des propositions de ses généraux — semblent bien indiquer que, pour les Américains, l'élimination de M. Nixon n'est plus le fin de la croisade contre la corruption, mais le commencement d'une autre. Aux Etats-Unis, le consensus idéologique est toujours été très fort. Chaque fois qu'un scandale est venu écouler l'ephémère traditionnelle de l'épuration, celui de maitre en chef de la justice, le scandale suivant avait tout fait pour déborder les excès du précédent en ouvrant à la fois les yeux des gens au pouvoir et les cancrenes du système ont été les premiers à seurrer les plaies. Les réformateurs ont toujours pour obtenir les transformations susceptibles de le renforcer.

La même phénomènes se produit aujourd'hui. C'est parmi les plus violentes critiques du précédent gouvernement que se manifestent la plus grande loi dans la force des institutions et la volonté la plus ferme de les défendre en les améliorant. A côté de M. John Gardner, l'exemple le plus typique d'un tel état d'esprit est donné par le sénateur républicain Lowell Weicker, qui fut un des membres les plus énergiques et les plus efficaces de la commission sénatoriale d'enquête sur le Watergate et qui, aujourd'hui, est le parlementaire qui se démeine la plus pour obtenir des réformes.

A ceux qui en contestent la nécessité
naturelle et affirment que le cauchemar du
Vetératage tenait avant tout à la nature
des hommes au pouvoir (« Voyez, depuis
Ford est là, nous va-t-il dire, c'est la
nature qui nous a fait cauchemars »), il
faut répondre : le cauchemar « national »
n'est qu'une réalité.
En montrant que nous n'avions pas
suffiamment affronté la vérité, aussi pénible
qu'elle soit, nous nous sommes
trouvés en proie à la peur, nous avons
perdu la tête. Aujourd'hui, pourtant, on
peut se débarrasser de la peur, on peut
s'émanciper. Maintenant que nous sommes
en « qu'on » par Nixon et ses hommes,
nous ne prenons pas immédiatement les
mesures nécessaires pour éviter qu'il ne
nous écrase. On ne peut avoir les libertés
juridiques et civiles de la loi sans le pouvoir
répressif de gouvernement.

Gardner, Weicker et la poignée de réformateurs convaincus ont tellement foi en la justesse du système que, ne craignant pas d'aller jusqu'au bout, ils arrivent à obtenir des résultats parfois impressionnants. Mais leur confiance est-elle tout à fait fondée, leur action vraiment significative ? Les résultats connus des initiatives suscitées par la loi de fond du Watergate permettent de préciser les limites qu'imposent les capacités de résistance et de récupération du système, lequel sort contredit de l'épreuve.

Le financement des élections - primaires - est plus complexe. Offrir des fonds publics à tous les candidats à la présidence sur simple inscription aurait encouragé les candidatures lésististes.

Vers des réformes

plus radicales du système

En outre, la publication, en juillet dernier, par le groupe Common Cause, du détail des sommes amassées depuis 1972 par les candidats républicains pour la présidence, avait suscité de vifs débats de la part de soutenir le campagne de candidate « ouverts à leurs problèmes », n'eu que héter la décision de nombre de congressistes. Ce report d'information au public, par la publication en juillet 1972, avait contribué pour plus de 700 000 dollars à la campagne de Nixon et obtenu du même coup un important soutien financier de la part des entreprises (la loi individuelle), les syndicats, l'association des médecins (fermeusement opposée à un projet de sécurité sociale adéquatement soumise au Congrès), etc., avaient déjà, de 1969 à 1971, 51 1972, investi 10 millions de dollars dans la campagne et les demi dollars de la fin du financement des élections, ce mois-ci.

Pour M. Tobin Gardner, directeur de *Common Cause*, la nouvelle loi n'est qu'une demi-victoire, puisqu'elle ne prévoit pas le financement public des élections législatives : approuvée par le Sénat, cette clause fut rejetée par le Chambre des représentants. « C'était leur propre peu d'ambition qui nous a empêchés, il est vrai », écrit notre interlocuteur. Les représentants, qui doivent voter devant les électeurs tous les deux ans, offrir à leurs adversaires — souvent inconnus du public — l'occasion de dépenser les mêmes sommes pour leur propre publicité reviennent virement à se passer le corde au cou.

Quel qu'il en soit, les réformateurs ne se sont pas trop dépêchés. L'échange de l'abandon du cette clause, les sénateurs (pour six ans) ont obtenu de leurs collègues de la Chambre qu'ils acceptent d'accorder à la commission chargée de

Le critère de « crédibilité » retenu — cela vaut d'être noté — n'est pas fondé sur des signatures de notables mais sur l'argent : un candidat devra avoir collecté — à partir de donations égales ou inférieures à 250 dollars — un minimum de 5 000 dollars par Etat dans vingt Etats différents (soit 100 000 dollars au moins). Il aura alors droit à l'équivalent en fonds public de tout l'argent qu'il aura pu collecter sous forme de dons. (Le plafond des dépenses pour les élections « primaires » étant de 10 millions de dollars, le Trésor n'aura jamais à fournir plus de la moitié de cette somme.)

ent cette loi renforce le système bipartite qu'il est de plus en plus largement remis en cause, en limitant les sommes que peuvent verser les candidats aux législatives pour se faire élire, elle favorise les sortants — et donc les démocrates. On a calculé en effet qu'il leur faut moins d'argent pour se faire élire face à un sortant.

est par 365 voix contre 24 qu'elle a été adoptée et par 60 voix contre 16 au Sénat. Un tel résultat est impensable il y a seulement deux ans, entre les révélations du Watergate, la confiance du public et les élections de novembre 1974, deux élus du parti de M. Richard Nixon, le président. La volonté de se dissocier d'un tel fait est telle chez certains députés et sénateurs qu'ils ont voté contre la nouvelle loi pour imposer l'acceptation d'un tel fait à la perspective des élec-

superviser l'application de la nouvelle loi toutes les prérogatives d'enquête et la droite de poursuites — même pénales — nécessaires pour l'accomplissement de sa tâche. Ce n'est qu'après une âpre résistance que les représentants ont voté cette clause essentielle.

Nul ne se fait d'illusions sur l'efficacité de la loi. Mais, comme le note M. John Gardner, « il leur faudra environ cinq ans pour apprendre à la tourner efficacement. Dans cinq ans, nous serons là pour exiger de nouvelles réformes ».

Le sénateur Weicker estime pour sa part que ce qui fait problème, c'est moins le financement des campagnes électorales que les dépenses exorbitantes qu'elles suscitent. Lui-même est opposé au principe du financement public. « Toujours à cause du Watergate, souligne-t-il, quand vous songez aux abus de pouvoir que nous avons dévoilés l'an dernier, comment supposiez-vous que les hommes de Nixon se seraient conduits s'ils avaient eu à distribuer les fonds électoraux ? Car, après tout, le financement public revient tout simplement à remettre au gouvernement le pouvoir de distribuer l'argent. »

L'élue du Connecticut a d'ailleurs proposé son propre projet de réforme électorale, dont l'aspect essentiel consisterait à limiter la durée des campagnes, et donc le montant des sommes dépensées. La campagne d'ouvrirait le 1^{er} septembre, une élection primaire nationale aurait lieu le 1^{er} octobre (ce qui supprimerait les énormes frais des « conventions ») et les élections au mois de novembre, comme le prévoit la Constitution. Un tel bouleversement du calendrier politique a été repoussé... peut-être aux calendes grecques.

adopté par le Sénat sous le forme d'un amendement au budget soumis par le Maison Blanche, il a été laissé à l'écart par une commission mixte. M. Weicker est revenu à la charge avec deux autres projets de loi autonomes prévoyant notamment des sanctions pénales contre quiconque fournirait ou se procurerait sans autorisation des renseignements sur la situation fiscale d'un contribuable. Le sénateur du Connecticut a bon espoir de faire adopter cette mesure.

Malgré le Watergate constituait aussi une mise en question des services secrets et des opérations clandestines que l'exécutif peut ordonner sans avoir de comptes à rendre à personne. A cela également le législateur a tenté de réagir.

D'un part, le Sénat a décidé de limiter à dix ans les fonctions du directeur du Federal Bureau of Investigation (F.B.I.) — pour éviter une nouvelle « dictature » à la Hoover, dont le règne sur l'agence dure près d'un demi-siècle. D'autre part, le sénateur Charles Percy (républicain de l'Illinois) réclame que le gouvernement signale au Congrès tous les agents de la F.B.I. qui ont des activités ou espions qui ne cachent au sein du gouvernement fédéral : « Nous ne savons rien de leurs activités, constante-t-il, chaque année, des milliers de dollars sont alloués aux activités clandestines, sans que nous ayons le moindre indice de qui dépense cet argent et pour quel faire. » Il estime que, si l'agence ne signale rien au Congrès, l'administration fédérale n'écrite pas moins de soixante unités d'agents chargés d'opérations de police ou de renseignements.

Plusieurs parlementaires ont officiellement pris position pour la suppression des activités clandestines de la C.I.A. : l'espionnage, d'accord s'il la faut, mais pas d'ingérence directe dans les affaires d'autrui ! Comme le résume M. Welcker : « Un journaliste est chargé de raconter ce qu'il voit et non de créer l'événement ; pour la C.I.A., cela devrait être la même chose. »

[illegible]

Les récentes révélations sur les activités de la C.I.A. au Chili ont la chute du gouvernement Allende sont exceptionnelles et ne s'expliquent, précisément, que par l'atmosphère qui prévaut à Washington à la suite du Watergate. Or, le nouveau directeur de l'agence, M. William Colby, a-t-il donné à une sous-commission du Congrès d'assez nombreux détails sur des activités aussi récentes, relève d'un calcul plutôt que d'une maladresse : écarter les soupçons qui pèsent sur son organisation en donnant aux autorités en principe char-

[illegible]

Pour assainir le financement des campagnes électorales

Les actes civils tentés à la suite du cambriolage du quartier général du parti démocrate ont permis d'étaler au grand jour une série de transactions troublées. Elles révèlent non seulement que la réélection de Clinton à la présidence avait coûté plus de 50 millions de dollars, mais encore que les collecteurs de fonds de l'ancien président (dont son avocat et son ministre du Trésor) ont été impliqués dans un « racket de protection », rattachant les grosses sociétés, pratiquant le chantage et monnayant toutes les laves qui leur passent sous le nez.

En 1992, le journaliste indépendant Nedra 23, neveu de : Un des résultats les plus poignants du Weitzberg, c'est qu'aujourd'hui nous n'avons plus à apporter la preuve que le gouvernement est à

1) Elle tire un platons aux sommes qu'un candidat pourra dépenser pour faire campagne. Les candidats ont droit à la somme de 35 000 dollars pour la campagne à la Maison Blanche, 70 000 dollars pour un siège à la Chambre, et pour le Sénat une somme équivalente à 12 cents par habitant de l'Etat; une allocation de 100 000 dollars pour les candidats des "élections primaires"; 10 millions de dollars pour la présidence, 70 000 dollars pour la députation et au moins 8 cents par habitant pour un siège de sénateur.

2) Elle fixe les règles de la campagne électorale. Les candidats ne peuvent pas dépenser plus de 1 000 dollars (500 000 francs) par jour pour la campagne électorale d'un sénateur, 500 000 francs pour un député d'un district pour un seul candidat par élection (les "primaires" étant considérées

comme contribution à part entière) en tout cas, pas plus de 25 000 dollars dans une même année électorale — ce qui laisse une marge importante à ceux qui ont continué de soutenir plusieurs candidats.

Le financement public des campagnes présidentielles. C'est bien là son aspect le plus novateur. Dès sa désignation, le candidat de chaque des deux grands partis reçoit une somme de 25 000 dollars. Cette somme est prélevée sur un fonds constitué à cet effet au cours des quatre années précédentes, grâce à un système de *Check-Off* — ce qu'on appelle, en remplissant sa feuille d'impôts, le contribuable pourra autoriser son percepteur à prélever sur sa contribution fiscale un dollar

De fait, ce système avait été instauré par la dernière loi électorale votée en 1971, mais le gouvernement Nixon était tellement hostile au financement public des campagnes qu'il avait refusé de faire œuvre pour décaucher ce type de dispositions. Faute d'explications autorisées, beaucoup ont cru qu'il devait verser des sommes d'argent à des candidats qui contribuent démocratiquement, mais il répondra quand la première année, on lui a demandé de préciser à quel parti l'argent devrait aller vers : les participants à la campagne ou les candidats eux-mêmes. Malheureusement, le fonds dispose actuellement d'une trentaine de millions de dollars. D'ici à 1978, il devrait atteindre un minimum de 100 millions de dollars, ce qui permettra d'être utile pour financer les campagnes de trois à quatre candidats à la présidence, ou des deux « grands » et de ceux ou trois autres de moindre importance.

Pour ceux candidats qui n'appartiennent pas aux deux grands partis, en effet, les

Pressions fiscales et activités clandestines des services

une mission qui corrige
de garde des sceaux
désormais élu.

Le sénateur Samuel
la commission d'enquê
tion d'un poste perm
spécial - : doté d'un
serait chargé d'enquê
pouvoirs relevés con
gouvernement. D'aut
draient retirer au mini
rer la défense du p
les tribunaux.

Un autre point a p

En ce qui concerne les autres carences du système électorales à l'occasion du Walerga, le régime a pris des mesures encourageantes. Plusieurs projets de loi, notamment ceux qui ont trait à la réforme de la justice, ont été directement liés à tel ou tel aspect du scandale, ont été soumis à l'approbation des deux Chambres. Aucun d'eux n'est encore définitivement adopté. Il est peu probable qu'ils le soient au cours de la présente session.

Tout d'abord, pour empêcher qu'il s'avère le Maléon Stanche puisse aisément organiser l'effacement d'une enquête de police judiciaire, une série de mesures visant à garantir l'autonomie du ministère de la justice ont été soumises au Sénat. S'en prenant à la tradition,

Montoya a la fonction de ministre de l'Intérieur qu'il a remplacé. Le ministre de la Justice, Walter Weidacher, réclame que le ministre de la Justice soit

GROSPIRON
RAOULT GROSPIRON SUC'
 DÉMÉNAGEMENTS
 EMBALLAGE
 GARDE-MEUBLES
 EXPÉDITIONS
 49, Rue de la Fédération XV^e
734-02-66
 Davis Administratifs

هكذا من الأصل

ANGOLA

ANGOLA Disparités économiques; désunion des nationalistes
Construire l'indépendance sur une société "multiraciale" ?

Par VIRGILIO DELEMOS

[illegible]

En réalité, malgré le boom économique survenu dans les dernières années de la guerre, le développement de l'économie capitaliste a eu surtout pour effet d'aggraver les disparités entre Noirs et Blancs. La ségrégation économique semble ainsi faciliter une série

essaie de mettre au point une solution rapide pour éviter soit la « congolisation », soit la « vietnamisation » de

de l'exclure de la table des négociations. Le Front national de libération de l'Angola (F.N.L.A.) de Roberto Huiden, devenu très actif au Nord et à l'Est à partir de ses bases logistiques du Zaïre, a lui aussi promis, le mois dernier, de suspendre ses opérations de guérilla. Déjà, au début d'octobre, le Mouvement pour la libération de l'Angola (M.L.A.) avait suivi l'exemple.

DANS l'éventualité d'une indépendance de l'Angola, le gouvernement provisoire et le Mouvement des

restructuration sociale et durable du MPLA (le mouvement nationaliste qui fait figure de « dauphin » après des partis de gauche et d'extrême gauche au Portugal et en Europe) et l'établissement d'une plate-forme d'entente entre les trois mouvements rivaux, MPLA, FNLA et UNITA. Mais avant même qu'aient été réunies

Sans doute le communiqué de la junte témoigne-t-il d'un plan intelligemment conçu pour éviter une débâcle des Blancs qui serait certaine si l'indépendance devait être immédiate. Mais la réalité angolaise es-

politico-militaires. D'origine paysanne, encore attachés aux valeurs et aux symboles de leurs cultures traditionnelles, les guérilleros contestent l'idéologie, le langage, la stratégie militaire et le programme socio-économique des dirigeants. Cette base qui

En fin de compte, comme au Mozambique et en Guinée-Bissau, nous nous dirigeons vers une sorte de coexistence de la présence technique et militaire des Portugais pour assurer la transmission des pouvoirs dans l' « ordre et la paix » — le MPLA et l'UNITA l'ont déjà fait savoir. Sans doute est-ce là une conséquence propre de l'héritage du colonialisme portugais. Mais c'est aussi, dans une certaine mesure, un signe d'échec de la part des mouvements nationalistes.

(4) Malgré l'entente rétablie entre les trois tendances: 1) Agostinho Neto; 2) Chibenda; 3) Mario de Andrade (groupe des Dix-Neuf), des divergences risquent à nouveau d'éclater au sein du M.P.L.A. bien avant la fin des négociations avec le Portugal.

"THE CIA AND THE CULT OF INTELLIGENCE"

Une illustration de la perversion du pouvoir aux États-Unis

Des jugements et des appels vont permettre le rétablissement de la plupart de ces textes, mais dans ce premier cadre le livre fournit déjà une image extraordinaire sur cet empire privilégié, échappant à tout contrôle et couvert par la bureaucratie, où les vices dénoncés à propos

L'Agence nationale de sécurité (National Security Agency), que l'on dit infiltrée par le K.G.B., est deux fois plus grande que la C.I.A. Le service de renseignement de l'armée de l'air (Air Force Intelligence) — qui n'a jamais été capable de repérer des obèses en Indochine — est quatre fois plus important, avec un budget annuel supérieur au produit national brut du

Etats-Unis, c'est une étude sur la corruption du
 * Du St. Anthony College à Oxford.

(1) Victor
 GLA and
 Cape, Lon

ces vraies dimensions. Les enquêtes
contraindront peut-être à suivre un
s pendant un certain temps. Mais
après que va se jouer la partie déci-
s efforts qui y seront menés pour
trôler le budget de la C.I.A. Tout
ceci de la détermination d'autres
l'Agence à dire, comme le

Marchetti et John D. Marks: *The Cult of Intelligence*, Jonathan
1974, 306 pages, 2.95 livres.

Per T.D. ALLMAN *

Tu liras nice ostensiblement à démentir.

(1) Victor Marchetti et John D. Marks : *The CIA and the Cult of Intelligence*, Jonathan Cape, Londres, 1974, 398 pages, 3.95 livres.

tion des nationalis-
multiraciale"

une solution durable, acceptable à l'ensemble des parties concernées ? Nous donnons ici la parole à M. Polys Modinos, ambassadeur de Chypre à Paris, qui exprime le point de vue de la communauté grecque de l'île, et à M. Vedat Celik, ministre du commerce et de l'industrie de l'administration autonome chypriote turque, qui a défendu le point de vue des Chypriotes turcs à l'Assemblée générale de l'ONU.

Une base valable de négociation

[illegible]

1^{re} L'ordre constitutionnel de Chypre conservera son caractère bicommunautaire fondé sur la coexistence des deux communautés grecque et turque dans le cadre d'une structure fédérale indépendante et assurée de son intégrité territoriale.

2^e Cet ordre constitutionnel devra pouvoir assurer aux deux communautés un sentiment de complète sécurité.

3^e La coexistence des deux communautés sera réalisée par des accords institutionnels conclus entre le gouvernement central ayant pour tâche de coordonner les politiques et les administrations communales autonomes.

4^e La structure du gouvernement central continuera à être celle du régime présidentiel.

5^e Les administrations communales grevées de la responsabilité de leurs politiques et actions dans les domaines de leur compétence, pourront exercer leurs pouvoirs et leurs fonctions dans les villages turcs et turco-musulmans, pouvant être placés par les autorités communales. Dans le cas contraire, les villages de ces communautés placés sous les autorités communales de celles des deux communautés à laquelle appartenait la zone des habitations.

6^e Le pouvoir législatif sur les administrations communales respectives sera exercé par les membres de l'Assemblée législative élus résidant en comités (councils) séparés à cette fin.

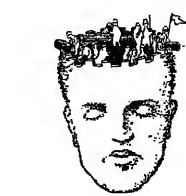
Ces propositions ne constituent-elles pas un acte valable en vertu duquel le communiqué officiel diffusé par Radio Ankara

[illegible]

Aujourd'hui, le gouvernement de Chypre est invité à retourner à la table des négociations à Genève. Mais pour quel faire ? Pour recevoir de nouveaux dictats ?

Le retour à Genève est subordonné à un changement fondamental de la part de la Turquie, à l'abandon du « plan » de faire de la partie nord de Chypre une province autonome, à l'acceptation du libre retour des réfugiés dans leurs foyers, au respect des droits du droit des gens. Solutions que les entretiens Inter-communautaires entre MM. Clerides et Denktash puissent ouvrir la voie à des accords acceptables visiblement. En effet, la seule constatation est que la communauté chypriote grecque représente 80 % de la population de l'île. Ce chiffre est-il donc sans signification ?

POLYTS MODINOS.



Sommaire du n° 47

- **L'autonomie kurde ;**
- **L'Algérie 20 ans après ;**
- **Le sommet arabe d'Alger ;**
- **Les rubriques habituelles :**
bibliographie, philatélie, cinéma, etc.

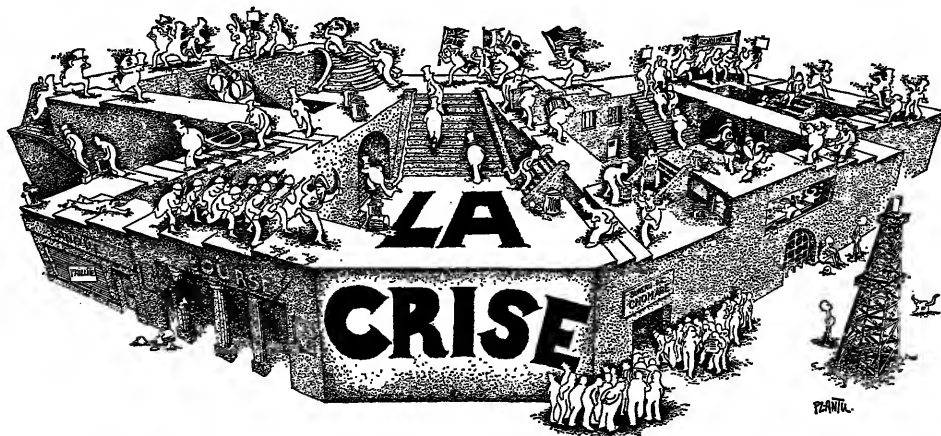
En supplément : France-Palestine et l'histoire de la Palestine en bandes dessinées de Noaman Zakri et Jean-Marie Ruffieux.

Des articles de : Genevieve Moll, Ghoni Al Anzi, Philippe de Saint-Robert, Paul Bernard, Jean-Marie Terrero, Lutfallah Salomon, Joette Grosjeu, Lucien Biterlin, Charif Harbi, Claudine Rouillon, etc.

EN VENTE en France dans les principales librairies et dragueries (cf p. 4) en Algérie, au Maroc, en Tunisie et au Liban.

Recommander au demandeur :

ASSOCIATION DE SOLIDARITE FRANCO-ARABE
12-14, rue AUGERAN, 75007 PARIS Tél. : 535-87-54



Craquements économiques et risques de guerre

C'est une banalité : la crise économique dans laquelle le monde occidental est déjà entré se ressemblera certes pas à celle de 1929. Mais cela ne signifie nullement que même sous d'autres formes, elle sera moins dramatique. C'est pourquoi un coup d'œil rétrospectif n'est pas superflu, au moins en ce qui concerne le comportement des responsables.

« Les cours de la Bourse ont atteint un niveau élevé qui semble devoir être permanent », déclarait le 18 octobre 1929 le professeur Irving Fisher, de Yale. Bientôt, deux jours plus tard, c'était le « jeudi noir ». L'effondrement brutal du Stock Exchange de New-York. Car ce qui se produisait « libéralement » une telle fois dans le système qu'il ne pouvait en douter, à moins de désespérer d'existence et de hors rebours du vivre.

« La France a la capacité de faire face aux difficultés actuelles », a ainsi affirmé le président Vincent d'Indy le 24 octobre, ajoutant qu'il était possible, d'ici au milieu de 1933, de ramener le taux d'inflation de 15,5 % à 6 ou 7 %.

Quant à ceux qui ont le plus de poids de Wall Street, la National Association of Manufacturers, l'Association américaine du C.N.P.F., l'impact au slogan rassurant : « Business is good. Keep it good. Nothing can stop U.S. ». Et le vieux

John Rockefeller faisait preuve d'une belle assurance : « Les conditions fondamentales de ce pays sont saines ».

L'opinion des milieux de système a la vie dure. « Nous avons maintenant passé le pire », proclamait le président Hoover le 1^{er} mai 1930. Son secrétaire au Trésor, le banquier Andrew Mellon, trouvait des accents de prédicateur : « Le peuple travaillera plus dur, mènera une vie plus morale ». Cette saine confiance au l'avenir n'était pas folie. Et pourtant, au début de 1933, le baron de Hugel et l'économiste hessois bravaient un sombre tableau de la situation : les valeurs avaient baissé de 83 %, la production de 40 %, les salaires de 60 %, les dividendes de 57 %. Treize millions de chômeurs erraient dans les rues ou faisaient la queue devant les banques.

Il faut insister sur le fait que six ans de New Deal avertissent un redressement sans vraiment résoudre le problème : lorsque la seconde guerre mondiale éclate en Europe, les États-Unis comptent encore 9 millions de chômeurs. Il faudra le plus meurtrier et le plus ruineux des conflits pour non seulement sauver l'économie américaine, mais encore lui donner une prospérité sans précédent.

Les pays industrialisés disposent aujourd'hui de puissants

moyens d'intervention et de contrôle permettant d'éviter une crise type 1929-1933. Précisément pour cette raison, la crise déjà survenue ne peut pas ressembler à celle qui porta au pouvoir Roosevelt en Amérique et Hitler en Allemagne. C'est pourquoi l'économiste américain Paul Samuelson, qui se sentait son talent et sa compétence, dédaigne des pessimistes lorsqu'il conclut : « Je vois venir des difficultés, mais elles ne ressembleront pas à celles de 1930-1933 ».

La thèse la plus arguée est donc d'insister sur ce que la crise présente diffère de la précédente. Elle n'aura pas moins d'ampleur, n'entraînera pas moins de drames, ne suscitera pas de bouleversements politiques moins profonds. Bien au contraire, car elle touche au fonctionnement d'un système moins anarchique qu'avant 1930. C'est ce système « moderne », « rationnel », « scientifique », appuyé sur toutes les ressources de l'économie, de l'industrie, etc., qui, soviétique, chinoise, etc., n'est pas, au moins en ce qui concerne le monde occidental, si différent de celui qui a permis la prospérité des États-Unis. Les premiers craquements perçus ne sont pas seulement ceux de l'économie déclinante mais aussi, peut-être, de la paix mondiale, brisée aux après la capitulation de Reich.

Inefficacité des remèdes traditionnels et dérèglement du système

AVEC le recul de l'histoire, il est probable que le rôle d'événement décisif de la renouveau du pétrole arabe espéré en automne 1973 par MM. Nixon et Kissinger marquera le début d'une crise mondiale plus ample et plus profonde que la crise de 1929.

La crise actuelle se développe en effet dans un contexte économique, technique et politique sans précédent dans l'histoire. Pour la comprendre, il faut mesurer l'impact économique de l'essor de l'impérialisme et de l'essor du progrès technique (1) sur les conditions cycliques décrites par Marx.

La force de l'analyse marxiste est d'avoir recherché l'origine des crises dans les contradictions profondes du mode de production capitaliste et d'avoir fourni une explication dynamique, fondée à la fois sur le progrès de la technique et sur le développement correspondant des forces productives. Pour Marx, « la raison dernière de toutes les crises véritables, c'est toujours la paucité et la consommation limitée des masses, opposées à la technique de la production capitaliste de développer des forces productives comme si elles n'avaient aucune limite à la consommation de la société ».

Crise de surproduction liée à la baisse tendancielle du taux de profit, la « crise de 1929 » se caractérise classiquement par la destruction massive des marchandises excédentaires et la sous-emploi généralisé des capacités humaines et matérielles de production. Des coups de frein à chaîne engendrent alors une paralysie générale des échanges et le blocage progressif des circuits de la production capitaliste.

Nous savons maintenant que cette crise de 1929 marque le fin des crises « cycliques » du type décrit par Marx. En effet, le système capitaliste, entré prématurément par ses adversaires, trouve un second souffle entre 1945 et 1965, en s'appuyant : 1^{er} sur la révolution scientifique et technique ; 2^e sur des formes néo-coloniales d'exploitation du tiers-monde (qui lui fournissent des sources d'énergie à bon marché permettant une reproduction accélérée du capital) ; 3^e sur le développement du capitalisme d'État. Ces trois phénomènes transforment la nature, perturbent le

déroulement et modifient les conséquences des crises qui secouent périodiquement le système.

1. LA RÉVOLUTION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE. — Grâce à la révolution scientifique et technique, le système capitaliste développe de nouvelles formes d'exploitation, élargit la base économique de reproduction du capital à la consommation de masse et à des secteurs nouveaux de production comme le pétrole, l'électronique, etc., fournissant par les développements mêmes de la science. Il liquéfié brutalement toutes les formes pré-capitalistes de production, dans l'agriculture notamment. Il étend son hégémonie à l'ensemble de l'économie des hommes. Depuis les lettres jusqu'aux transports (l'automobile joue à ce stade, dans l'expansion qui suit la seconde guerre mondiale, le rôle qui revêtait aux chemins de fer avant la première), l'ensemble des activités des hommes est désormais intégré dans l'économie de marché. Le processus de « rationalisation » annoncé par Marx, est maintenant réalisé sur la partie la plus développée du monde.

2. LE NÉO-IMPÉRIALISME. — À l'issue de la seconde guerre mondiale, les États-Unis arrivent à l'étrangerement de leur empire. Leur action se développe sur deux plans :

● Ayant plus que doublé leurs forces, ils contribuent d'abord au renversement des empires coloniaux anglais et français. Ils se dépêchent d'occuper et d'organiser le terrain vacant. Ils substituent à l'ancien système colonial, basé sur l'exportation des capitaux, un système néo-colonial appuyé, grâce aux ressources énergétiques et minières nécessaires au développement du système. Avec 8 % de la population du globe, ils utilisent à leur profit plus de 60 % des ressources minières du monde. Élargissant l'écart qui sépare les prix industriels des prix des matières premières, ils provoquent le flux des capitaux des pays pauvres vers les pays riches, et ruinent avec méthode les deux tiers du genre humain. En quelques années, le déficit de l'Amérique latine, par exemple, passe de 10 à 80 milliards de dollars.

● Sur un second plan, les États-Unis,

Par JEAN-PIERRE VIGIER

innée dans la guerre froide, relèvent économiquement leurs valeurs. Ils envoient, dans le cadre de firmes dites « multinationales », pour camoufler leur caractère américain, des capitaux entiers de l'industrie occidentale, qu'ils à provoquer un déficit croissant de leur propre balance des paiements et à mettre leur mainmise en péril.

L'empire américain marche alors sur deux jambes : la demande et la production européenne et japonaise, qui se développe dans le sillage de l'expansion américaine.

3. LE CAPITALISME D'ÉTAT. — Le troisième phénomène est le rôle économique croissant joué par l'État dans le fonctionnement de l'économie capitaliste. Les grandes entreprises vont désormais en symbiose avec l'appareil d'État. Elles utilisent à leur profit les finances publiques et monopolisent les centres

qui s'ensuivent. C'est le stade du « capitalisme d'État » analysé par le plus grand économiste que le bourgeois ait produit depuis Adam Smith et Ricardo : l'anglais John Maynard Keynes. Il est le premier économiste non marxiste à comprendre les conséquences possibles de l'emploi du pouvoir économique dévolu par les États modernes sur le mouvement de l'ensemble de l'économie capitaliste. Il a eu cette idée : les moyens financiers et économiques susceptibles d'en finir avec la crise, il préconise à cet effet la modification du taux d'intérêt de l'argent et l'emploi des dépenses publiques comme régulateurs économiques. Ces conceptions, appliquées par Roosevelt, ont sauvé le capitalisme américain à l'époque du New Deal. Après la seconde guerre mondiale, le réajustement au secteur privé des investissements financés par l'État (industries d'armement, recherche scientifique, etc.) a porté de 40 000 à 80 000 millions de dollars le volume des installations industrielles « privées ».

Une forme nouvelle de crise cyclique frappe alors les États-Unis. Leur progression se fait plus lente face à la remonte de leurs niveaux japonais et européens (voir tableau II).

La part des États-Unis dans la production du monde occidental passe de 70 % en 1950 à 57 % en 1968 et à 49 % en 1973. Depuis 1973, le progrès économique américain est nul. Le niveau de vie de la classe ouvrière recule au début de 1968. Les perspectives internes d'autofinancement se ferment. L'autofinancement des entreprises dépend désormais de la bourse d'opérations de l'inflation et des pétrodollars. Les États-Unis entreprennent à coups d'eurodollars d'exporter systématiquement leur crise.

À l'apogée des années 1941-1968 (les prix ont seulement doublé dans cette période alors que les profits sont passés de 2,1 à 21,2 milliards de dollars et l'indice Dow Jones, qui cote les actions industrielles en Bourse, est passé de 100 à 1 000) succède une période difficile marquée par la guerre du Vietnam,

des tensions internes inflationnistes incontrôlées et l'accroissement brutal du déficit de la balance des paiements. Les centres de profit deviennent les banques et l'extérieur. Cette situation explique les antagonismes entre les deux groupes dirigeants qui s'affrontent aux États-Unis : le capital financier (il est investi dans les actions et les obligations des sociétés pétrolières) et le capital d'industrie (acier, automobiles, etc.) qui orientent leur à tour le pouvoir politique.

(Lire la suite page 12.)

(1) Cet essai est plus connu sous la dénomination d'« essai sur la régulation scientifique et technique » (S.R.T.), créé par analogie avec la « révolution industrielle » du dix-neuvième siècle. La S.R.T. a été élargie par une « révolution scientifique » du vingtième siècle, mais le phénomène d'« infrastructure » dont il est question (l'infrastructure, sur les structures politiques (cf. G. Weyland et J.-P. Vigier, *Revolutions scientifique et technique*, Imprimerie, Temps modernes, n° 265, 1968).

Affaiblissement et riposte des États-Unis

AVEC le recul, il est clair que la contradiction entre la dynamique du progrès technique et la propriété privée des moyens de production, loin de disparaître entre 1945 et 1965, avait simplement pris du retard et de l'ampleur. Il n'y avait qu'une rupture temporaire du rythme des crises prévu par Marx.

Aux oscillations d'ensemble des différents secteurs de la production industrielle, responsables des périodes de « haut » et de « bas », se superposent en période de progrès lent, s'étendant sur des intervalles de temps incommensurables, des cycles de longue durée, du type scientifique dans les différentes branches de la technique. Il en résulte des oscillations brèves en dents de scie qui marquent depuis la seconde guerre mondiale le mouvement d'ensemble de l'économie. Une incandescence relative et un accroissement de la production capitaliste. Ce phénomène, qui a donné l'illusion de la disparition des crises, préparait en fait la stagnation généralisée de l'ensemble de l'économie qui a frappé le pays la plus développée, les États-Unis, depuis 1965. Les centres essentiels

de profit deviennent les banques et le commerce extérieur (voir tableau I).

Une forme nouvelle de crise cyclique frappe alors les États-Unis. Leur progression se fait plus lente face à la remonte de leurs niveaux japonais et européens (voir tableau II).

La part des États-Unis dans la production du monde occidental passe de 70 % en 1950 à 57 % en 1968 et à 49 % en 1973. Depuis 1973, le progrès économique américain est nul. Le niveau de vie de la classe ouvrière recule au début de 1968. Les perspectives internes d'autofinancement se ferment. L'autofinancement des entreprises dépend désormais de la bourse d'opérations de l'inflation et des pétrodollars. Les États-Unis entreprennent à coups d'eurodollars d'exporter systématiquement leur crise.

À l'apogée des années 1941-1968 (les prix ont seulement doublé dans cette période alors que les profits sont passés de 2,1 à 21,2 milliards de dollars et l'indice Dow Jones, qui cote les actions industrielles en Bourse, est passé de 100 à 1 000) succède une période difficile marquée par la guerre du Vietnam,

Lire pages 12 à 21

P. 12-13. — Un document américain : comment imposer à l'Europe la volonté de Washington. Les deux classes et la lutte contre l'inflation (Gustave de Brunhoff).

P. 14-15. — Le seul de rentabilité optimum de la crise pétrolière. Inflation, accumulation du capital et stratégie impérialiste (André Grouzet).

P. 16-17. — La récession et la combativité de la classe ouvrière (Robert Mandel). — ÉTATS-UNIS : l'industrie compromet l'acier (André Fauchet). Organisation de nouvelles relations entre l'Europe et le tiers-monde (Samir Amin).

P. 18-19. — Fin de l'article de Christian Goux : Pour une nouvelle orientation de l'activité économique. — ALLEMAGNE : Paissance économique et arrière-pensées politiques (Gérard Langer).

P. 20-21. — JAPON : Ramené l'archipel ou les structures économiques ? EUROPE DE L'EST : Les pays socialistes attendent le choc (Paul Gard).

LA CRISE

Ceci signifie en clair que le moteur essentiel de l'inflation est lié à la reconnaissance du dollar papier comme moyen de paiement international et qu'on ne peut l'enrayer sans rompre avec le marché international dominé par les Etats-Unis. En d'autres termes, on ne peut sortir de la crise sans changer de politique étrangère et sans tenir tête aux Américains.

s'explique dans ce cadre théorique. Après des succès initiaux importants au début de 1974, marqués par un rééquilibrage de leur balance des paiements, la reconquête politique du Proche-Orient, la consécration du dollar comme moyen de paiement international unique, les Etats-Unis se heurtent à une résistance importante du Japon. Ce dernier

passer même à la contre-offensive. Prati-quant une politique « à la Jebert » vis-à-vis du Proche-Orient, il a traité directement avec les producteurs de pétrole sans accepter le dollar comme moyen de paiement. Il étend son influence économique au Brésil, en Indonésie, au Canada, et même aux Etats-Unis (7). Malgré une inflation galopante (plus de 27 % cette année) il vient de rééquilibrer son balance des paiements. Celle des Etats-Unis, par contre, est désastreuse : la nouvelle « exportation des capitaux américains » a pris de l'ampleur depuis la fin de l'été 1974.

La crise revêt désormais le forme d'un début de dérèglement du système financier international caractérisé aujourd'hui par des fluctuations des taux de

change et des mouvements incontrôlés de capitaux spéculatifs (eurodollars et pétrodollars), il en résulte une dégradation dangereuse à terme du marché financier due à la hausse du loyer de l'argent. Ce qui explique la chute des valeurs en Bourse et l'apparition des premiers krachs bancaires.

La crise et la

amais de conclure au caractère désormais irréversible de la crise, nous avons reproduit (graphique 1) la courbe du fléau de l'inflation mondiale depuis la dévaluation Nixon de 1871 et le « décrochage » du dollar par rapport à l'or. Le lien de l'inflation avec le mouvement des eurodollars et la hausse des prix y sont aux yeux.

Classe ouvrière

main l'organisation du travail, à se passer des circuits de distribution de la bourgeoisie, préfigurent le neture de la transition vers une société socialiste.

GRAPHIQUE II
LES « COURSES DE FIEVRE »

Karl Marx et le renouvellement des moyens de production

« A mesure que se développe le mode de production capitaliste et avec lui l'importance de la durée du travail, l'exploitation du travailleur s'avère et le capital lui-même augmente également jusqu'à pouvoir élever la durée du travail à un point, diriez-vous, en moyenne. Mais, si une part de cette vie est prolongée par le travail, une autre part de la vie est abîmée d'autre part par la révélation incessante des moyens de production et de consommation, par l'augmentation du mode de production capitaliste, démontant la production des choses nécessaires à la vie et leur remplacement continué à la suite de l'œuvre sociale, bien que les hommes ne cessent de travailler. On peut admettre que, pour les branches les plus importantes de la grande industrie, ce cycle d'existence

est aujourd'hui de dix ans par moyenne. Mais nous n'avons pas à nous servir ici de dix chiffres perdus. Un point est acquis : le cycle de rotations connexes se prolongeant pendant plusieurs années et le capital et le revenu sont en permanence une base matérielle des crises périodiques qui font passer les crises de rotation à des crises de stagnation, de vivacité moyenne, de précipitation. Les périodes de placement sont donc des périodes de forte différences et sont dissimulables; mais la crise constitue toujours le point de départ d'un cycle de rotation, et par suite, si nous considérons toute la société, plus ou moins nous sommes en mesure pour le prochain cycle de rotation, à

K. MARX, le Capital, t. VII, p. 61.

**Deux bons émissaires :
les pétrodollars
et les revendications syndicales**

La crise monétaire internationale, qui domine depuis le début des années 1950, a connu une phase aiguë en 1974, lors de la dévaluation du dollar (22,50 francs par 100 \$) et de la ratification officielle de l'inconvertibilité de fait de la monnaie américaine. Cette dévaluation, ou du moins a-t-elle perdu de son importance ? On connaît des réactions diverses. Les uns, comme Pierre de Larosière, directeur du Service de réformes monétaires à l'Institut de la Monnaie, estiment qu'un nouveau ajustement international est nécessaire, sans éliminer officiellement l'inconvertibilité. D'autres monnaies fluctuantes les uns par rapport aux autres, mais qui pourraient se réajuster des fluctuations un peu personnelles, comme le Franc suisse, qui ne peut pas se permettre d'adapter aux nouveaux besoins de la monnaie internationale, la dévaluation du dollar.

En fait, on ne s'attend pas à assister, au même temps l'attention : faillite de banques ayant spéculé sur les marchés financiers, dévaluation du dollar, la Bourse de New York, Londres, Paris, et les autres, et la dévaluation des monnaies capitalistes. Non seulement le porteur d'achats des salaires est en baisse, mais la monnaie internationale trouve toujours aisément. Selon un journaliste américain, la dévaluation du dollar a été l'élément déclencheur d'une crise mondiale d'après-guerre, la crise monétaire a maintenant partie liée avec la crise énergétique.

Néanmoins, sous la pression des événements, les gouvernements ont lancé des campagnes d'anticipation, la première tendance l'importance d'une telle campagne est la première fois courante de la seconde. Le rai-

[illegible]

Lutte des classes et lutte contre l'inflation

Par
SUZANNE DE BRUNHOFF *

1965-1970, beaucoup le font aujourd'hui d'un point de vue de classe de plus en plus ouvertement exprimé : ce sont d'après eux les syndicats irresponsables qui ont causé l'accélération de l'inflation, et se sont ainsi disqualifiés. Les Arabes, les syndicats... ainsi le capitalisme se

trouve-t-il disculpé. Contre cette idéologie néfaste, qui joue sur les craintes d'un public traumatisé par la dégradation simultanée de la monnaie et de l'emploi, il faut proposer une explication rationnelle de l'inflation, et notamment tenter d'élucider les mystères de la monnaie et du crédit capitalistes. Combattre le fétichisme inhérent à ces derniers, c'est aussi rencontrer les experts bourgeois sur un de leurs terrains de prédilection.

la transmission internationale des normes américaines de production : l'internationalisation du capital » (2) ne pouvait s'effectuer sans une circulation internationale où se réalisait effectivement l'échange no monétarisé de toute sorte contre la monnaie — le dollar avant alors des monnaies des monnaies.

La stabilité relative assurée pendant cette période n'a pas survécu à l'hégémonie américaine; le dollar, monnaie mondiale gagnée sur l'ex-Ohio aux dépens

De la drogue "tonique"

L'« ESPRIT de Bretton-Woods »
L'aveugle s'est encore redressé la nuit dernière, pour se lever à l'aube. M. G. Ford, n'est plus qu'un fantôme, si l'on considère la faillite, au sein de laquelle il a été englouti, le système monétaire international d'après-guerre. De ce dernier, il reste sans doute encore quelques débris, mais le monde des États-Unis : main levée, capitale de dominer, dans le domaine des monnaies, n'est plus qu'un cadavre que dans les années 1944-1958. On confond souvent l'impérialisme américain, qui reste plus vivant que jamais, avec le système monétaire, qui s'est trouvé peu à peu mis en cause par la concurrence européenne et japonaise. Cette confusion est une conséquence de cette confusion est une assimilation.

Chargé de recréer au C.N.R.S. le service de *Politix* du moment (1953) et de la *Politix* de la *Politix* (1953) (Editions sociales, Paris, réédité en 1973).

Chargé de recréer au C.N.R.S. le service de *Politix* du moment (1953) et de la *Politix* de la *Politix* (1953) (Editions sociales, Paris, réédité en 1973).

Chargé de recréer au C.N.R.S. le service de *Politix* du moment (1953) et de la *Politix* de la *Politix* (1953) (Editions sociales, Paris, réédité en 1973).

tion abusive de toutes les situations les uns aux autres, selon le schéma suivant : avant 1989-1971, le dollar, la monnaie internationale, est la prééminence monétaire des Etats-Unis ; après les dévaluations de 1971 et 1973, le dollar est devenu convertible en or, devenant à son dollar de combat », devant permettre un retour à la parité avec la monnaie américaine ; aujourd'hui, en raison de la crise du pétrole, « qui a entraîné la chute du dollar, le dollar rigole encore et toujours. »

Les pourteurs à classer sont : gauchistes, communistes, et c'est à tort que l'on confond l'impérialisme et le super-impérialisme. « Même si la mondialisation est un mouvement plus fort que certaines autes monnaies capitalistes, il est devenu mondial, et la mondialisation nous a besoin du manipulateur des D.T.T. pour garder une dimension internationale. La puissance en dollar d'après-guerre accompagnait l'hégémonie des Etats-Unis, principalement

Ce que, depuis, les États-Unis essaient de faire, c'est de pousser à l'exportation dollar une monnaie dévaluée, qui ne peut tout de suite imposer de nouveau leur dollar. C'est le rôle du D.T.S. est dévalué. D. Voir à la page 1^{re} juillet 1964, cette monnaie scripturale F.M.I. est évaluée non plus par rapport à l'or, mais par rapport à la monnaie nationale. Les monnaies les plus importantes sont les monnaies des pays industrialisés (à l'exception du franc suisse).

(Lire la suite page 14.)

- (1) Droits de tirage spéciaux, sorte de monnaie scripturale F.M.I. Voir à la page 14.
- (2) Cf. notamment sur ce thème les travaux de la C.E.O. Grenoble, du 6 juin 1970, organisés par l'A.C.S.E. (Association des Chrétiens pour l'Économie Économique et Sociale), avec le département «Industrialisation» de l'INREP et le département des activités économiques du C.E.O. Grenoble.

piéris) pour des parités fixes s'explique en partie par le fait qu'ils craignent l'impact de fréquents changements de taux de change sur le commerce qui, pour eux, est en facteur beaucoup plus important que pour les Etats-Unis. Seulement 5 % environ des biens consommés aux Etats-Unis sont importés, alors que ce chiffre varie entre 20 et 50 % pour l'Europe.

Les changements de parité entre les monnaies ont, en Europe, une influence nettement plus impor-

L'auteur explique le plan Shultz et pourquoi les Etats-Unis refusent l'irrémédiable du dollar en or réalisé par les Européens.

L'ironie de l'histoire des discussions monétaires est que les Etats-Unis peuvent disposer d'un moyen pression, dans la négociation, parce qu'ils sont responsables de la moitié de ce problème.

Unis est une option que les Français voudraient éviter, car elle passerait l'épineuse question du contrôle, question qui pourrait travailler les rivalités endormies entre les nationalités, par exemple entre la France et l'Allemagne...

et le Japon — relié-
dépourvus de ressources
— sont beaucoup plus
de ce problème que les
Tous les deux savent

ce du Japon étreint les pays ne produisant rien. Cette situation, avec celle des Etats-Unis, qui ont 21 % d'énergie pétrolière, est, les Etats-Unis ont 45 et 60 % de ces sources, les flux du monde arabe et les capacités des pays. Il est évident que les besoins pour tous les pays, qui ont besoin d'énergie, qui se trouvent attirés vers des équivalents sous forme de portefeuilles de produits (...).

Ce qui préoccupe les américains, c'est que la promesse, par

de dollars vers
seront large-
importations de
autres d'impor-
ances des pays
déficitaires
ent incapables
des sommes
ma de capital
d'investisse-

Sécurité militaire : transférer la charge des paiements

Les responsables américains croient que l'ajustement de leur balance des paiements militaires serait possible — soit directement par de plus larges contributions étrangères aux dépenses de défense militaires, soit indirectement par des ajustements commerciaux pour compenser une plus grande part de coût supporté par les Américains pour l'entretien de leurs troupes à l'étranger. Le problème de la répartition des contributions en moyen de paiement n'est pas différent. Les deux problèmes se différencient les plus mois c'est un problème dont l'importance s'est développée comme élément du marchandage (...).

Les responsables estiment que la jonction de ces facteurs a considérablement renforcé le sentiment de la peur. Les Etats-Unis peuvent obtenir plus larges compensations (la réduction des dépenses militaires américaines sera garantie par des stipulations pour un temps indéfini).

Ce problème de la sécurité existe aux Etats-Unis en moyen de compensation plus fort à l'égard de l'Europe. Les Etats-Unis ont une sécurité européenne de la menace extérieure diminue, elle est importante compte tenu de la possibilité de se défendre par leurs propres moyens. Plus encore, la

termes. L'Algérie est que, en l'absence de pétrole par pour exporter vers et pour recycler arabes (...).

moyens de pression américaine d'approvisionnement balance des paiements à tous les vers de pétrole, les pour une position d'intelligence pour les :

estent ni continué une proportion de plus beaucoup plus le Japon et l'Eu-

rible concurrent au gerait une complicité pour obtenir du pétrole. Finalement, les grandes compagnies américaines et européennes pourraient raisonnablement que des sociétés favorisées américaines si le pétrole atteignait rapidement les marchés.

Revue des missions

« Les pays arabes
les capiteux
...
...
...
... où s'enge-
ne « sauvage »
rale ;
... lorsque toutes
les pétrolières
des autres pays
ment attendre
rissent le mar-
problème éner-
proportions
...
L'Europe et la

Les accords de l'administration de M. Nixon avec l'U.R.S.S. et le China ont créé de sérieuses appréhensions en Europe au sujet de la permanence de la prééminence militaire américaine sur le continent et de la confiance qu'elle peut accorder aux Etats-Unis comme allié militaire. Ces inquiétudes sont renforcées par la volonté croissante du Congrès de réduire unilatéralement les effectifs américains en Europe.

pective de construire une
force militaire européenne qui
aurait le poids de l'aide améri-
caine en cas de problèmes politiques
à la fois entre et avec les pays
européens.

Le progrès vers l'unité euro-
péenne dans les domaines politique
militaire n'a pu suivre les pro-
grès dans le domaine économique.
La construction d'une défense
européenne pour remplacer celle des

pays
neutres
engagé
leur ar-
mée com-
pète

Malgré
des A-4
dépend
l'appui

européens seront suffisamment intéressés par l'abstention d'un mouvement américain pour donner accord à quelque forme de solution quinquennale (...).

Malgré l'inquiétude croissante des Américains au sujet de leur dépendance pétrolière à l'égard de l'étranger, le

parfaitement des États-Unis leur de sérieux pro

En 1971, le pétrole pour ses besoins devait se qu'elle cor

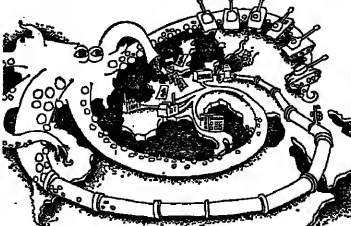
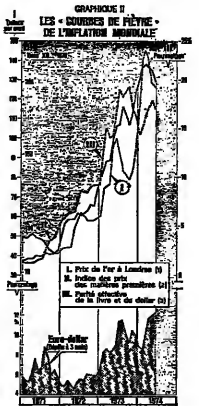
— Il dispose
marché de capi-
marché qui ser-
investissement e-
l'absorption de
d'argent sans
sociétés améric-
contrôle arabe

— En dehors
bilances des p-
Usis seraient p-

des problèmes de
sécurité, les Etats-
Unis de l'Europe se ter-

nd avantage à
ances et à des
ction qui les
s-Unis s'exer-
grand moyen

négociations
dons de tels
d'utiles outils
le marchand-
t.



Pays	Variations du solde des opérations courantes 1989				Cumul de ces variations 1974-1989			
	Soén. 1	Soén. 2	Soén. 3	Soén. 4	Soén. 1	Soén. 2	Soén. 3	Soén. 4
	- États-Unis . . .	26,7	27,3	9,4	7,1	87,7	88,2	31,2
- Canada . . .	0,8	0,5	0,5	1,1	29,2	28,6	28,6	- 0,6
- France . . .	0,8	2,6	0,6	8,2	11,4	24,7	24,8	49,2
- Belgique . . .	- 1,2	- 2,3	- 7,6	- 1,1	- 12,2	- 15,3	- 19,3	- 21,0
- Luxembourg . . .								
- Allemagne féd. . .	- 0,8	1,8	- 4,2	9,7	- 11,8	- 26,1	- 30,8	- 35,4
- Italie . . .	- 0,8	1,7	- 0,8	9,8	- 20,9	- 24,1	- 30,8	- 31,2
- Pays-Bas . . .		4,4	0,6	1,0	1,6	11,2	11,2	2,6
- Grèce . . .	7,8	8,1	- 5,8		17,9	0,0	0,0	2,6
- Reste de l'Europe des Pays de l'Est . . .	- 1,9	- 0,1	- 2,1	7,4	- 7,3	- 18,6	- 24,6	- 22,9
- Japon . . .	7,4	14,3	14,2	36,1	57,4	148,1	190,1	242,3
- Autres . . .	1,3	1,7	1,7	1,7	5,4	6,9	10,8	12,3
O.C.D.E. - Total .	34,2	19,7	14,2	57,5	15,7	63,0	108,8	242,5



LA CRISE
de la classe ouvrière

LA CRISE

à permis aux travailleurs de profiter d'une phase prolongée de réduction de chômage pour arrêter la hausse constante du taux d'exploitation (taux de la plus-value) subissant pendant les années 60, 60 et 60.

Ainsi la récession actuelle se place sous le triple signe de la capacité de production exorbitante dans toute une série de secteurs « porteurs » du « long boom » (automobile, bâtiment, électro-ménager, électronique) et de la baisse du taux de profit et du déclin des taux d'autofinancement (crise de liquidité des entreprises) ; de l'impérialisme du régime à l'imposition dans l'industrialité et à court terme, une nouvelle ère d'« austerité » aux salariés, sans toutefois en provoquer une lourde déflation à la classe ouvrière. C'est la coïncidence de la récession avec la combativité exceptionnelle des salariés.

crise de la classe ouvrière occidentale qui rend la crise actuelle beaucoup plus grave pour le capitalisme que celle de 1929, malgré le fait que, sur le plan purement économique, elle soit beaucoup plus modérée.

Depuis la deuxième guerre mondiale, l'inflation, « intégrée » dans le système monétaire international par le système de fixation du dollar, et par l'inflation permanente du dollar, a été le principal instrument du régime capitaliste pour « modérer » les effets de ses contradictions internes. Il y a eu, comme jadis, des récessions économiques périodiques. Mais elles ont été moins graves et moins longues que par le passé, du fait de l'inflation.

L'inflation de la monnaie scripturale (du crédit aux entreprises) a permis de limiter les effets de la

baisse du taux de profit sur les investissements. L'inflation du crédit aux entreprises (et notamment du crédit hypothécaire et des ventes à tempérament) a permis de limiter les effets de la contradiction entre l'essor de la production et la croissance des besoins des masses.

Aux Etats-Unis, le total des dettes hypothécaires est passé de 23 milliards de dollars en 1945 à 121 milliards de dollars en 1965 et à 650 milliards fin juin 1974. Les dettes des entreprises sont passées de 121 milliards de dollars en 1945 à 587 milliards fin juin 1974. Le rapport entre les deux dettes est donc passé de 1 à 5,2 en 1965 et à 5,8 en 1974.

Mais ce carrousel ne pouvait pas

tourner à l'infini. Il devait aboutir d'abord à l'effondrement du système monétaire international, ce qui fut facilement prévisible. Il devait aboutir ensuite à des charges financières de plus en plus lourdes pour les entreprises, ce qui transformait l'inflation de moteur en frein des investissements. Les plus coléreux et les plus durables, il devait aboutir finalement à une situation où il fallait de plus en plus de doses d'inflation pour éviter des récessions graves : l'inflation était condamnée à l'impasse.

C'est ainsi qu'on est arrivé de l'expansion stimulée par l'inflation à la stagnation d'abord, à la déflation ensuite.

Que se passe-t-il d'ailleurs et de situations de pénurie particulière coïncident avec la récession généralisée dans laquelle l'industrie

américaine ne travaille plus qu'à 70 % de sa capacité, cela n'est ni nouveau ni surprenant. La récession (une crise de surproduction modérée) est précisément le mécanisme capitaliste par lequel des capitaux seront massivement transférés aux secteurs souffrant d'une capacité de production excédentaire (l'industrialité) pour être versés dans la demande (énergie). Mais la question de savoir si on ne peut transférer ses salaires ni son prix d'un chômage massif et d'une « austerité » imposée aux salariés n'est nullement résolue d'urgence comme d'après les données d'un théorème aléatoire. Elle fait l'objet de luttes de classes intenses, qui marqueront les mois et les années à venir dans l'ensemble des pays impérialistes.

ERNEST MANDER.

Pour faire face à la contre-offensive des Etats-Unis

DEPUIS six mois tout au plus, une crise structurelle du système capitaliste s'est amorcée progressivement. Cette crise ne résulte ni d'une série d'événements fortuits qui, par la hausse des prix des produits agricoles, du pétrole et des métaux, ont entraîné, au sein de l'origine de déséquilibres divers, et d'une « crise de conscience » soudaine que le modèle de la croissance économique que le monde a connu pendant vingt ans était « saturé », « péjoratif » de ressources, « injuste », etc. Les « événements » en question sont purement conjoncturels. Il faut comprendre l'origine et l'objet : quant à la « crise de conscience », elle n'aurait pas d'effets et les conditions objectives du fonctionnement du système permettaient à la croissance antérieure de se poursuivre. Après tout, pendant cent cinquante ans, l'histoire du capitalisme a été celle de gaspillages monétaires et d'un écart grandissant entre son centre dominant et sa périphérie déclinante. Telles sont les conséquences normales d'un système fondé sur le profit et qui le rend évidemment. Aussi faut-il rechercher la cause de la crise, non dans la prise de conscience, mais dans la réalité ; et répondre par suite à la question : pourquoi la croissance des vingt dernières années ne peut-elle plus se poursuivre, pourquoi s'est-elle perdue sa rentabilité pour le capital ?

que, à la périphérie, ce modèle a conduit à une aggravation des contradictions (chômage, distribution inégale de revenus, famines, etc.) au point qu'elles deviennent explosives.

Pour reprendre un nouveau souffle, renouer une « rentabilité », le capital a besoin de « changer de base », de promouvoir des industries nouvelles (atome, espace, fonds de mer, etc.). Cela exige d'énormes investissements. Qui va payer ? Telle est la nature de la crise (1).

Parallèlement, pendant ces vingt années, on a assisté au déclin de l'hégémonie économique des Etats-Unis, dont la production industrielle est tombée de 70 % à moins de 50 % de celle de l'Occident développé, et dont les exportations sont désormais inférieures à celles d'autres pays comme l'Allemagne (2).

Coïncidence ou fait marquant à partir du milieu des années 60 par le déficit porteur de la balance des paiements américains, qui a entraîné la chute du dollar et l'effondrement du système monétaire international qui avait accompagné leur hégémonie.

Mars 1974, par ce déclin d'être mal placés dans la compétition pour le rôle en place des structures nouvelles du capitalisme, les Etats-Unis ont pris l'initiative d'une contre-offensive d'urgence dont l'objet est de mettre à genoux

compagnies pétrolières ont tiré des surprofits énormes de la hausse du prix du pétrole. La stratégie est ici claire : il faut maintenant « donner un leçon » à l'industrie, la bourse et pour rappeler à l'Europe et au Japon qu'ils doivent désormais leur « survie » à la protection américaine. En un mot, revenir à 1950, au protectionnisme américain à l'Occident, à un monde à « deux blocs » : briser l'entente entre un polycentrisme qui était en cours. Or on nous permet, en effet, d'avoir quelques doutes en ce qui concerne l'efficacité des généraux amis de l'Occident tout à coup soudoyés par le « libérateur » des pays arabs et « seconds » choisis du pétrole.

Cette stratégie est contre le mouvement de l'histoire ; elle est donc fragile malgré les apparences et bien qu'elle fasse courir au monde des risques de confrontations graves.

le relèvement des prix de ses exportations. Encore faudrait-il s'assurer qu'on ne puisse pas tout simplement ne rien faire pour nuire tout espoir à plus long terme d'un véritable dialogue national de développement autonome et équilibré. Par ailleurs, il faut être conscient qu'aujourd'hui le danger principal est celui d'une agression contre le tiers-monde. C'est donc avec l'Europe et le Japon, qui ne le méritent pas militamment, que le tiers-monde a tout intérêt à rechercher des accords favorables.

L'Algérie, en traitant d'Etat d'Etat avec la France, par-dessus les socialistes dits multinationaux (lire : américaines), a donné l'exemple. L'Europe et le Japon ont tout intérêt à soutenir ces ouvertures.

Pendant vingt ans, la croissance a été fondée sur un certain nombre d'industries motrices bien connues : celle des biens durables (l'automobile symbole) — dominée par la concurrence monopolistique des grandes firmes ; à l'échelle mondiale, cette croissance s'est accompagnée d'une certaine division internationale du travail qui a entraîné les pays du tiers-monde à fournir les ressources premières de cette croissance, tolérant au plus une situation d'exploitation et de déshérence pour leur marché interne (l'industrialisation de substitution d'urgence). C'est ce modèle qui est en crise, car il ne peut plus se poursuivre ; parce que ces industries motrices ont essouffé, ont perdu leur rentabilité, et

être intolérable ; et certaines « personnes » — les « amis du tiers-monde » — ont tenté d'exploiter, sur la sorte des peuples des trois continents tout en poursuivant le même politique qui conduit à leur même croissance.

C'est pourquoi les Etats-Unis, dont les

« mineurs de l'industrie de développement et de planification à Dakar, au sein notamment de l'Association d'Etat du Sahel (A.E.S.), Paris, 27 édition 1971 et de Développement industriel (éditions de Minuit, Paris, 1973).

Par le monopole de la technologie et la maîtrise des marchés, les pays les plus avancés réduisant la portée de la croissance industrielle, ils ont formellement nationalisé, en renouvelant le modèle de la dépendance.

A court terme, certes, la position par

Des initiatives allant dans le sens d'un dépeçage de rapports bilatéraux entre les uns et les autres peuvent être prises ; elles s'imposent à tous ceux qui souhaitent élargir la perspective d'un ordre international juste et fondé sur le travail.

CETTE situation a été exploitée par certains pays du tiers-monde — les producteurs de pétrole — qui ont parvenus ainsi à élever vingt ans de déshérence de leur terme d'échange. On ne saurait leur reprocher d'avoir exploité cette contradiction. Il importe néanmoins de savoir que cette exploitation « à court terme » peut n'être que passagère. La brève ouverture pour l'OPEP dans le système des échanges trop les pays du tiers-monde à prendre entre des initiatives susceptibles de modifier en leur faveur l'équilibre international. Cela peut

être intolérable ; et certaines « personnes » — les « amis du tiers-monde » — ont tenté d'exploiter, sur la sorte des peuples des trois continents tout en poursuivant le même politique qui conduit à leur même croissance.

Par le monopole de la technologie et la maîtrise des marchés, les pays les plus avancés réduisant la portée de la croissance industrielle, ils ont formellement nationalisé, en renouvelant le modèle de la dépendance.

(1) Les idées exprimées ici ne sont que des hypothèses et ne doivent pas être prises au pied de la lettre. Elles sont destinées à servir de cadre à la réflexion et à la discussion. (2) Comme l'ont démontré brillamment, entre autres, J. L. S. de la Nouvelle République, mondial, Gramsci, 1970, ainsi que Christian Groux et les autres auteurs dans leur étude portée sur le capitalisme du public à l'occasion de la journée d'études de l'Institut national d'études et de recherches, organisée le 6 octobre dernier.

voient dans ce projet politique qui donne à cette relance par la consommation le caractère durable, indispensable à la reprise des investissements ; le projet d'urgence prévoyant dans le fonctionnement normal de la société capitaliste des derniers de ceux qui ont été et qui sont les victimes essentielles des minorités aisées, porteur de la croissance, récessionniste. De Kennedy à Johnson, le projet d'urgence, qui est le projet de la « Grande Société », a été le projet de la « Grande Société ». Le tournant de 1966, celui du démarrage d'une inflation chronique qui ne peut plus se poursuivre ; parce que ces industries motrices ont essouffé, ont perdu leur rentabilité, et

Kennedy, porteur des mêmes solutions économiques et de même projet politique, il s'y est agité. Mais il ne saurait être exclu, et qu'il a écrit la première à la seconde. En l'absence de guerre ouverte aujourd'hui, le choix inverse serait alors possible. Mais, en l'absence de guerre ouverte aujourd'hui, le choix inverse serait alors possible. Mais, en l'absence de guerre ouverte aujourd'hui, le choix inverse serait alors possible.

En effet, on a trop souvent tendance à considérer que Johnson a eu à choisir entre la « Grande Société » et la guerre au Vietnam, et qu'il a choisi la première à la seconde. En l'absence de guerre ouverte aujourd'hui, le choix inverse serait alors possible. Mais, en l'absence de guerre ouverte aujourd'hui, le choix inverse serait alors possible.

Les succès américains restent fragiles. Les accords diplomatiques de M. Kissinger en Proche-Orient ne semblent pas ébranler la guerre. D'autre part, le recyclage des pétrodollars dans l'économie américaine à travers les institutions financières américaines ou quasi-américaines, qui est le projet de l'industrie américaine, est en crise. C'est ce que les Etats-Unis essaient précisément d'annuler en faisant pression pour faire baisser les prix du pétrole et empêcher qu'il ne soit injecté sur leur inflation. Après le Vietnam, les bruits de guerre ne suffisent plus.

Il faut aussi rappeler les incertitudes qui pèsent encore sur le projet d'indépendance énergétique des Etats-Unis. Les investissements nécessaires à l'exploitation des schistes bitumineux et la quantification du charbon apparemment épuisés. D'un et d'autre, l'objectif 80 pour cent de production, ce sont des questions de millions de dollars. Les Etats-Unis devraient le premier importateur mondial de pétrole, en raison de l'apauvrissement des ressources actuellement exploitées. Le déficit des paiements extérieurs d'ici là pour atteindre des niveaux inconnus jusqu'à présent. Les Etats-Unis réussiraient-ils à faire avaler cette nouvelle coupe ? On peut se douter.

LE « CASH FLOW » DES ENTREPRISES ET SON EVOLUTION (1) (en milliards de dollars)

	Entreprises non financières	Entreprises financières	Banque de monnaie (2)	Total
1950	22,4	1,0	24,9	24,9
1960	22,4	3,0	33,1	33,1
1965	61,4	8,4	69,8	69,8
1970	99,4	11,4	110,8	110,8
1974 (est.)	104,4	11,7	116,1	116,1

(1) Le cash-flow comprend les profits industriels nets de taxes et d'amortissements. Les profits sont distribués sous forme de dividendes aux actionnaires et de bénéfices aux dirigeants. Le deuxième tableau donne le cash-flow net de taxes et d'amortissements à l'intérieur du territoire américain. Source : Survey of Current Business.

LA COMPOSITION DU « CASH-FLOW » INTERIEUR DES ENTREPRISES NON FINANCIERES (1) (en milliards de dollars)

	Profits nets réajustés de stocks (2)	Amortissements	Total
1950	8,8	8,6	22,4
1960	9,2	24,3	33,1
1965	21,2	48,6	69,8
1970	24,4	86,4	110,8
1974 (est.)	27,7	88,4	116,1

(1) Il s'agit des profits nets distribués nets de taxes diminués des réajustements de stocks. Source : Survey of Current Business.

Plus profondément, l'intégration progressive des minorités exclues dans le fonctionnement de la société américaine ne pouvait qu'échouer, car il s'agit d'une société de classes. Elle ne peut être que toujours en crise : une crise de réserve, en l'absence de laquelle les tensions sur le marché de l'emploi deviennent intolérables ; en réaction intense, face d'une division politique et idéologique des masses populaires américaines, et donc d'un pouvoir sous portage du grand capital. Elle est toujours basée aujourd'hui. Aucun des dirigeants, même démocrate, ne songe à renouer avec les idées de Kennedy et l'échec des années 60. Et c'est d'autant plus que, même en l'absence de guerre comparable à celle du Vietnam, la société de l'Europe, qui fait par rapport, continue à coûter cher.

Plus profondément, l'intégration progressive des minorités exclues dans le fonctionnement de la société américaine ne pouvait qu'échouer, car il s'agit d'une société de classes. Elle ne peut être que toujours en crise : une crise de réserve, en l'absence de laquelle les tensions sur le marché de l'emploi deviennent intolérables ; en réaction intense, face d'une division politique et idéologique des masses populaires américaines, et donc d'un pouvoir sous portage du grand capital. Elle est toujours basée aujourd'hui. Aucun des dirigeants, même démocrate, ne songe à renouer avec les idées de Kennedy et l'échec des années 60. Et c'est d'autant plus que, même en l'absence de guerre comparable à celle du Vietnam, la société de l'Europe, qui fait par rapport, continue à coûter cher.

Enfin, dit-on de partout, les pays producteurs se font pas de confiance. Si les signes de mauvaise se confirment aux Etats-Unis, pourquoi leur ferait-on confiance en point de leur confier la gestion de leurs surplus de devises ? Plus que jamais, l'intérieur peut compromettre l'extérieur. Et, au bout du compte, la société de l'Europe, qui fait par rapport, continue à coûter cher.

BIBLIOGRAPHIE
PAUL BARAN et PAUL SWERDY : Le Capitalisme monopolistique, Maspéro.
HARRY MAGDOFF et PAUL SWERDY : The Dynamics of U.S. Capitalism, Monthly Review Press, New York, 1972.
KENNETH PHILLIPS : The Emerging Capitalist World, Harmondsworth, 1971.
JAMES TORIN : The New Economics, One Decade Later, Princeton University Press, Princeton, 1974.

DEVANT des perspectives qui s'ouvrent toutes dans le cadre d'une stagnation prolongée, on d'une récession sévère que le président Ford semble décidé à éviter pour le moment. Ford et l'Europe ont peut-être à éviter l'inflation. A l'extérieur d'abord,

Situer le combat socialiste dans une perspective internationale réaliste

(Suite de la première page.)

La politique économique de la France doit donc, avec courage, lucidité, prendre en compte ce qui se passe au-delà des frontières, mais de façon intégrée et non péripatétique. On distingue ce qui est vital et stratégique, cela devra, même en période de crise grave intérieure, mettre l'accent sur les menaces extérieures. Mais elle ne devra pas sacrifier non plus la stratégie. Car, ce qui est stratégique aujourd'hui, c'est ce qui sera vital dans dix ans. On ne peut le décrire en détail qu'elle devrait être une telle politique. Nous voudrions simplement examiner deux exemples concrets pour dégager les grandes priorités et faire des remarques succinctes de généralisation. La politique industrielle d'un secteur (l'aéronautique) d'une part, et la politique de notre commerce extérieur, d'autre part, nous semblent particulièrement significatives.

En ce qui concerne l'aéronautique, une première difficulté se rencontre dès l'abord : les objectifs vitaux et stratégiques donnent l'impression d'être opposés. Ce qui est vital, c'est de préserver l'emploi d'une industrie et

le développement d'une région et même d'une agglomération, celle de l'Union ; ce qui est stratégique, c'est de créer de nouvelles sources de production, mais en maintenant une production qui corresponde à un besoin et ne s'inscrive pas dans la ligne de la vente et à l'extérieur d'engins de mort. Ces deux objectifs ne sont pas incompatibles. Mais l'immédiat, si l'on veut d'abord assurer le plein du pays, les erreurs d'orientation des gouvernements précédents ne peuvent avoir pour conséquence de faire payer la note aux travailleurs de l'aéronautique. Il s'agit de la solidarité nationale la plus élémentaire et il n'est pas réaliste d'envisager pour préserver l'emploi, des subventions appropriées de l'État ou de la nation, et permettant la reconstruction du secteur. Il s'agit de la politique de notre commerce extérieur, d'autre part, nous semblent particulièrement significatives.

En ce qui concerne l'aéronautique, une première difficulté se rencontre dès l'abord : les objectifs vitaux et stratégiques donnent l'impression d'être opposés. Ce qui est vital, c'est de préserver l'emploi d'une industrie et

Pour une nouvelle orientation de l'activité économique

qui est le plus important à l'heure actuelle : celle de l'exportation. C'est de l'exportation à long terme de la production aéronautique. Trois questions doivent être traitées séparément : celle de la division du travail, celle de l'aménagement du territoire, celle du marché potentiel des avions, celle enfin de la vente des avions à l'étranger.

La division du travail que les grands groupes imposent au pays n'est pas conforme aux intérêts des travailleurs. Il est normal et légitime de voir une région trop spécialisée dans la fabrication d'un seul type d'avion, mais cela ne peut être que dans le cadre d'une politique d'aménagement du territoire, décidée par un planificateur prenant en compte les décisions de la base, permet d'effectuer les arbitrages collectifs nécessaires. Or, en ce qui concerne l'aéronautique, il est essentiel de conserver la technologie et de développer la production d'autres secteurs de pointe équivalents : trains à grande vitesse par exemple. C'est d'ailleurs ce qui a été fait dans le cas de l'aviation.

La politique économique suivie pour un secteur industriel particulier pour notre seul pays. Des que l'on aborde un cas concret, quel qu'il soit, la réponse est presque toujours : que donner à l'industrie de l'environnement international ? Quant au deuxième point, celui du marché, il faut le faire cesser, les faillites. Dans ce domaine, les tendances du passé n'ont pas été celles d'un véritable marché concurrentiel mais l'expression de la volonté des Américains et de leurs alliés les plus puissants, Boeing et Douglas. Ce la veulent faire plus vite, plus gros et ils ont fait face à la concurrence. Mais la concurrence, elle ne vient pas pour le jeu pour les autres, et la tentative des Européens de faire décoller le monopole à échelle. Là encore, si l'on veut se battre avec les Américains et sur leur propre terrain, c'est possible, c'est nécessaire, mais cela ne peut se faire que dans le cadre d'une politique de coopération internationale et non pas de concurrence nationale, d'un est une autre d'un véritable marché concurrentiel.

Non seulement il est dangereux de l'équilibre de notre balance à la fois l'armée et la marine, mais l'armement n'est pas une fin en soi, mais un moyen de faire dépendre en définitive notre politique étrangère de notre politique économique.

Compter sur ses propres forces

Il n'y a rien d'autre que la politique économique qui peut nous permettre de compter sur nos propres forces. Les autres considérations sont secondaires. Les importations doivent être réduites, les exportations doivent être augmentées. L'urgence est une « maîtrise première » des importations et des exportations. Les importations doivent être réduites, les exportations doivent être augmentées. L'urgence est une « maîtrise première » des importations et des exportations.

Mais tout focaliser sur le pétrole risque d'être dangereux. Si l'on examine la situation de la France, de l'Allemagne, on s'aperçoit qu'elle sera défavorable en 1974 d'environ 15 milliards de dollars. Ce déficit sera couvert par le déficit total de 25 milliards de dollars. Ce déficit sera couvert par le déficit total de 25 milliards de dollars. Ce déficit sera couvert par le déficit total de 25 milliards de dollars.

BÉNÉFICES DES GRANDES COMPAGNIES PÉTROLIÈRES (en millions de dollars)

	1973	1974	1975	1976
	Revenus net	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre
Exxon	2 440,0	692,8	39	70
Shell	1 450,0	450,0	120	120
Texaco	1 232,4	424,4	76	127
Amoco	780,0	201,1	76	127
S.O. Indus	511,2	151,2	59	59
S.O. Calif.	345,6	94,2	92	127

1^{er} Par rapport au trimestre correspondant de 1973.
Sources : Fortune, mai 1974 ; News, May and Co., Summary, avril 1974 ; Petroleum Week 11 mai 1974 et 18 août 1974 ; Société Française Comptable, « Oil Company Profitability », 1974.

Le chantage pétrolier

Y a-t-il réellement crise du pétrole ? Si oui, qui en est responsable ? Les pays producteurs, qui se livrent à un chantage à la pétrole ? Les pays consommateurs, qui ont fait leur pétrole sans scrupules ? Ou bien les « sept sœurs », les grandes sociétés pétrolières multinationales — en fait, anglo-américaines — au service de l'impérialisme américain ?

Pour Pierre Pélissier, qui a recueilli les confidences des ministres des pays producteurs arabes et des compagnies américaines, la réponse est évidente : la pétrole, « chose de l'Amérique », est une arme dans la guerre économique déclenchée par les États-Unis pour mettre au pas les puissances européennes et japonaises. Les compagnies américaines, menées par l'État, ont fait leur pétrole sans scrupules. Les compagnies américaines, menées par l'État, ont fait leur pétrole sans scrupules.

La crise est réelle. Pierre Pélissier a pu le voir au sujet particulièrement complexe et embrouillé. Peut-être sous-estime-t-il en particulier le rôle d'indépendance des pays producteurs. De son côté, sous-estime-t-il le rôle d'indépendance des pays producteurs. De son côté, sous-estime-t-il le rôle d'indépendance des pays producteurs.

C'est ce qu'un autre auteur, Peter H. Odel, appelle « le modèle français ». Spécialiste des questions énergétiques, M. Odel les connaît pour avoir dit de l'intérieur, puisé à la source, pendant plusieurs années pour le Shell — la seconde plus importante et la plus internationale des « sept sœurs ». Dans une nouvelle édition remise à jour de son classique *Pétrole et Pétrolières*, il présente un point de vue plus documenté, plus nuancé, mais aussi plus critique que celui de M. Pélissier. Indiquant pour ces multinationales anglo-américaines quel est le rôle des compagnies américaines, des compagnies américaines, des compagnies américaines.

C'est dans une perspective plus géopolitique que se situe M. Odel. Il analyse la situation du monde, la situation du monde, la situation du monde. Il analyse la situation du monde, la situation du monde, la situation du monde.

Allemagne

Puissance économique et arrière-pensées politiques

Par FREDERIC LANGER

Avec un système industriel impressionnant par sa taille, son haut degré de concentration et d'organisation, son poids relatif accru dans la vie du pays, l'économie allemande fascine et inquiète. L'échange international sous cette condition est étendu. Depuis 1970, l'Allemagne de l'Ouest est la première exportatrice de produits industriels, devant les États-Unis. Elle assure le rôle croissant dans les affaires internationales. Elle assure le rôle croissant dans les affaires internationales.

note Alfred Grosser dans un ouvrage récent. Mais si les Allemands cherchent aussi à s'en convaincre eux-mêmes, cette image rassurante est de plus en plus en contradiction avec la réalité des responsabilités des décisions de l'économie mondiale. Or le refus de tout nouvel expansionnisme, s'il favorise en effet le respect international, ne peut servir à lui seul de conception du monde. Pas plus que la volonté d'opportunité à l'Occident, la rigueur économique et même la prospérité ne sont suffisantes pour bâtir une démocratie véritable, comme le soulignent de plus en plus les responsables politiques allemands. L'image d'une Allemagne commerciale sans arrière-pensées politiques devient plus inquiétante encore si l'on garde à l'esprit les puissants leviers dont la République fédérale dispose pour faire agir la loi internationale, les intérêts au service de la République fédérale dans le monde de la C.E.E. et des États-Unis sont, eux, très exportateurs d'arrière-pensées politiques.

Le 20 septembre dernier à Bruxelles, ministre fédéral de l'Économie, les arguments de la stratégie de l'Allemagne d'outre-Rhin. Deux arguments principaux : le premier, c'est le budget fédéral ; cette politique n'est pas justifiée par le plus économique. Une stratégie à court terme, à court terme, à court terme.

moment de la première vague d'accidents industriels, un octobre 1968. C'est au même thème que renvoie M. Christian Bonté en disant : « tout les conditions posées par l'État à la conception de la hausse de 5 % des prix agricoles : un billion du Marché commun agricole ne peut se concevoir que dans le cadre plus vaste des résultats acquis par la mise en vigueur du traité de Rome ».

En effet, les avantages retirés par l'économie allemande, dans le domaine industriel, du démantèlement des barrières douanières entre les pays de la C.E.E., suffisent jusqu'à présent à expliquer que, malgré les oppositions qu'il a suscitées, le Marché commun agricole se soit définitivement accepté en Allemagne fédérale, même s'il n'y a eu de la part des Allemands, de 1960 à 1970, les exportations totales (hors produits de l'A.R.G.) vers les pays membres de la C.E.E. ont plus que doublé, passant de 13 à 30 milliards de marks, et elles se sont accrues relativement plus vite que vers les pays tiers, tandis que le bilan de ces échanges se traduit par un excédent cumulé de 28 milliards de marks. Si, depuis 1970, le solde de ces échanges s'est renversé, devenant déficitaire pour l'Allemagne fédérale, il est resté négatif pour la France, pays qui a subi le choc le plus sévère de la transition, car elle a dû décaisser l'Allemagne par l'intermédiaire du FECA.

Il est évident que les échanges franco-allemands depuis 1965 ont considérablement augmenté. Les échanges ont considérablement augmenté. Les échanges ont considérablement augmenté.

مركز الأبحاث

LA CRISE

Le dernier des principaux fléaux du système capitaliste, le chômage, a, quant à lui, effectivement disparu dans des pays socialisés. Mais il a disparu en prix d'une déstabilisation accidentelle de l'économie, et non en conséquence d'une productivité extrêmement haute. Un tel « plein emploi » ne peut être incertain que grâce au chômage, et à la déstabilisation de l'économie et de l'effort social, et par conséquent de la production sur le marché mondial, et surtout au détriment du niveau de vie général. En 1966, la revue *«L'Europe nouvelle»* a écrit : « Le chômage est un problème : il est certain, et nous devons en prendre conscience, que la population doit être maintenue au chômage, au moins pendant une partie de l'emploi, soit une limitation de l'emploi et une amélioration des salaires réels ; il n'y a pas d'autre solution ». C'est la seule façon d'exprimer le dilemme : ou plein emploi et bas salaires pour tous, ou chômage pour certains et hauts salaires pour d'autres. Eternelle logique du capital !

[illegible]

La conséquence de cette évolution est le règne des assis de création d'un second marché. Seule n pu être construite une zone protectionniste sans réelle originalité et qui reste déterminée dans son fonctionnement par l'existence de marché mondial qui lui fournit l'ensemble de son système de référence.

La première caractéristique est la dépendance à l'égard de l'extérieur, le part des importations par rapport au revenu national se compte de croître (elle va de 20 % en Pologne à 40 % en Hongrie) ; elle est de 30 % en France, 30 % en T.U.R.S. 3,9 % ; à titre de comparaison, les taux correspondants sont de 14 % en France, 16 % en Grande-Bretagne, 25 %

La seconde est une contribution modeste aux échanges internationaux, avec une tendance à la régression. Cette contribution est aujourd'hui d'environ 11 % (contre 12 % en 1968) avec une participation de 30 % à la production industrielle mondiale ; elle ne devrait pas dépasser 6 à 9 % en 1985, avec une par-

Tableau 1
ACCROISSEMENT DE L'ÉPARGNE EN U.R.S.S.

Un symptôme d'inflation :
l'accumulation de pouvoir d'achat excédentaire
(un milliard de roubles aux prix courants)

Années	Accroissement annuel des dépôts des ménages en caisse d'épargne	Accroissement annuel en valeur de la production intérieure nette (1)
1961	+ 0,8	+ 7,9
1965	+ 3,0	+ 12,2
1966	+ 4,2	+ 13,9
1967	+ 4,0	+ 18,1
1968	+ 5,5	+ 18,6
1969	+ 5,0	+ 17,6

(1) Les revenus des ménages représentent, grosso modo, la moitié de la production intérieure nette. Jointe à cette indication, les chiffres du tableau montrent clairement que les ménages soviétiques sont conduits à épargner une fraction rapidement croissante de leurs revenus supplémentaires : les deux tiers environ en 1965, contre 10 % huit ans auparavant.

Source : *Annuaire économique de l'U.R.S.S.* pour les années correspondantes.

La transition est la part largement majoritaire de commerce intra-zone, aussi bien à l'exportation qu'à l'importation (environ de 60 % pour le Roumanie à 80 % pour la Bulgarie) par rapport aux échanges avec les pays capitalistes développés (20 à 30 % en moyenne) et avec les pays sous-développés (autour de 5 à 6 %, sauf pour l'U.R.S.S. et la Tchécoslovaquie).

Téléfactuel, 10 à 12 %).

Le poste détermine du point de vue des performances, la position de la Russie est, en effet, celui de concurrent sérieux, bien sûr, mais marqué par une forme de compléarité. Globalement, les produits du COMECON importent dans les pays du monde industriel qu'ils n'ont pas ou ont en quantité limitée. C'est le cas des matières premières qu'ils n'ont pas d'importance. Seules la R.D.A. et la Tchèque exportent plus de produits industriels (75 et 65 % environ des exportations totales) que des matières premières. Les autres pays du COMECON, à l'exception d'URSS, et la Pologne, l'Allemagne, la situation est plus uniforme : pour tous, l'importation de produits industriels est majoritaire (de 50 % à 90 % pour la R.D.A., de 60 % à 90 % pour l'URSS). On ne peut donc pas conclure, à l'exception évidemment du signe de dépendance, l'ensemble de la zone se comportent comme une

Par ailleurs, il faut remarquer qu'en dépit des disproportions de la masse géographique la part relative de l'U.R.S.S. dans les échanges avec l'Occident reste minoritaire par rap-

[illegible]

AUSSI les pays socialistes ont-ils tenté de trouver des formules substitutives, la principale étant dite de la « coopération », dont l'idée de base est que les Occidentaux instal-

Tableau II

**PRIX DES EXPORTATIONS SOVIÉTIQUES AU SEIN DU COMECON
ET VERS L'EUROPE OCCIDENTALE**

(en dollars par tonne)

	1954	1960	1963	1970
ANTHRACITE				
COMBON	18,4	24,4	16,4	18,0 (1)
France	10,0	18,1	17,5	17,0
Italie	14,2	16,2	16,3	16,1
BOUILLE				
COMBON	18,3	15,5	13,9	13,5 (2)
R.P.A.	0,1	7,7		
Autriche		12,6	10,8	11,4
MINIERAI DE CHROME				
COMBON	36,5	43,0	30,8	32,3
France	25,5	27,6	28,0	40,8
Suisse	20,0	31,9	28,4	39,5
FOUTE				
COMBON	51,9	66,5	57,1	66,3
Italie	39,0	48,1	41,8	62,2
Suisse	44,0	49,7	41,8	59,7
Grande-Bretagne	42,0	45,9		
ALUMINIUM				
COMBON	440,0	326,9	506,5	476,6
Grande-Bretagne	972,4			800,0
Pays-Bas		432,8		475,2
COTON				
COMBON	930,5	789,2	784,2	723,4
R.P.A.	781,6	607,6	581,7	689,1
Finlande	856,5	830,0	645,8	894,6
ELE				
COMBON	61,1	62,5	60,7	
Finlande	78,5	70,5		
Grande-Bretagne	81,4	56,8	81,3	

(1) Compte non tenu des exportations vers la Hongrie et la Bulgarie, pour lesquelles il est impossible d'isoler les prix de l'astrolacte et de la houille.
(2) Compte non tenu des exportations vers la Hongrie, la Bulgarie et la Pologne, pour les mêmes raisons.

Source : *Notes et Etudes documentaires.*

Tableau III
COMMERCE EXTERIEUR DU COMECON AVEC LES PAYS CAPITALISTES DEVELOPPES (1)
(en millions de dollars) (2)
 La part relative de l'U.R.S.S. reste invariable

	1968	1965	1970	Accumulated annual growth 1968-1970 (m %)
I. Exports				
U.R.S.S.	1 023.2	1 501.5	2 450.8	8.2
R.D.A.	424.8	578.2	903.4	7.9
Poland	586.2	840.0	1 011.4	10.1
Czechoslovakia	330.9	445.0	778.1	8.9
Hongry	197.0	344.2	655.7	13.0
Bulgaria	73.8	184.4	292.7	24.8
Romania	153.0	275.2	596.4	14.8
Total	2 587.9	3 992.3	6 688.8	10.0
II. Imports				
U.R.S.S.	1 111.6	1 645.7	2 801.4	8.0
R.D.A.	467.8	807.3	1 005.4	8.2
Poland	445.8	880.9	933.4	7.7
Czechoslovakia	358.5	510.3	613.7	9.9
Hongry	260.0	400.0	748.2	11.8
Bulgaria	88.0	261.3	315.8	13.5
Romania	182.2	360.8	776.3	17.7
Total	2 956.8	4 964.3	7 818.0	10.2

(1) Exportations et importations FOB ; Exportations de la Hongrie off.
(2) Sur la base des prix de l'année considérée, calculés en dollars US à partir des parités officielles.
Sources : Statistiques du commerce extérieur des pays du COMECON.

Tableau IV
SOLDE DE LA BALANCE COMMERCIALE SOVIÉTIQUE
AVEC LES PAYS CAPITALISTES DÉVELOPPÉS
ET BALANCE COMMERCIALE EN OEVISES CONVERTIBLES
(en millions de dollars des États-Unis)
Un déficit qui ne cesse de s'accroître

	1968	1969	1970	1971	1972
Solde avec :					
- « les pays capita- listes développés »	- 87	- 244	- 426	- 129	- 1 230
- « les pays à devises convertibles »	- 109	- 311	- 415	- 348	- 1 000 env.

Sources : J.T. Farrell, *Problèmes des paiements soviétiques dans les échanges avec les pays occidentaux*, Congrès des États-Unis, Joint Economic Committee, Soviet Economic Committee, *Soviet Economic Prospects for the Seventies*, Washington, 1973, p. 693 et 703 (à partir des statistiques du commerce extérieur soviétique).

lent des usages complètes et se remboursent en achetant leur production. Cette solution a permis en ce peu de succès du côté des exportateurs occidentaux, ceux-ci réussissent à passer des contrats d'achat à long terme dans la situation présente des marchés. Des pays comme la Yougoslavie et la Hongrie se sont alors engagés dans la voie du recueil d'investissements purs, c'est-à-dire en capital, de l'étranger. Toutes ces constructions ont pour résultat évident d'ac-

Jusqu'à récemment, le seul facteur d'apaisement, dans ce contexte de probable réduction des importations en provenance de l'Ouest, était l'ur, dont les Soviétiques vendent annuellement de 200 à 300 tonnes. Un second vient d'apparaître : le pétrole. Or an examen attentif du problème des hydrocarbures soviétiques montre qu'il repose sur des hypothèses se grede partie

D'abord, l'effet de l'augmentation de prix du pétrole est contradictoire au plan de l'ensemble de la COMECON. 57% favorise l'U.R.S.S., il défavorise les autres pays, mais dans les points du vue d'une part, les importateurs dont la quantité croissante de pétrole du Proche-Orient ; d'autre part, les Soviétiques les netti déjà uvertes qui les relèveraient un 1975 le prix de leurs propres livraisons. Cela signifie une courbe dégradation de leur balance commerciale, l'écasité de dévier une part croissante de leur production vers les pays détriment de l'Occident, d'où une diminution de leur possibilités d'écarter. Or ils représentent plus de 60 % des importations de la zone et rien ne permet d'assurer que l'augmentation des importations russes compensera la diminu-

Quant à l'U.R.S.S., elle-même, son sentiment communautaire d'exportation, même si elle parvenait à réduire le ratio relatif de COMECON (avec les incidences politiques qui en découlent) au faveur de l'Occident, les perspectives d'exportation et d'acquisition (tableau V) sont telles qu'elles ne devraient même pas en 1980 couvrir les besoins du pays. En effet, les réserves actuellement exploitables sont limitées, et l'exploitation des gisements sibériens implique des investissements si gigantesques et comporte des difficultés technologiques si grandes qu'il n'est pas réaliste d'attendre de voir le pays à l'équipement plus rapide que prévu des gisements européens et sans rendements réduits des gisements sibériens. L'U.R.S.S. connaît une dégradation de son approvisionnement par réduction de l'approvisionnement. Seul accroissement de la demande intérieure et ralentissement des livraisons à ses partenaires, l'augmentation des importations de biens de consommation pour modifier les échanges Est-Ouest.

Il paraît donc hautement improbable que les marchés de l'Est puissent jamais constituer ce « ballon d'oxygène » attendu pour compenser la rétrocession de marchés mondiaux. Au contraire, ils ne demandent qu'à se réorienter vers les pays qui ont subi le plus de dommages et vers les pays où les ventes ont été les plus faibles.

La concurrence acharnée que les capitalistes occidentaux se livrent sur leurs propres marchés va sûrement se exacerber au premier les progrès de l'Est, de qualité inférieure. Le faible profit prévisible ne leur permet pas d'être insouciables de répondre à cette attaque, même un petit profit du dumping. Aussi seront-elles certainement conduites à accentuer leur protectionnisme et leur remplissage sur elles-mêmes, ce qui ne fera pas plaisir à ces capitalistes occidentaux. Ce fait peut même être des conséquences graves aux conséquences politiques imprévisibles.

Il en sera de même sur les marchés des pays sous-développés. Bien que faibles en valeur absolue, leurs échanges avec ces pays sont primordiaux en raison de leur structure, c'est-à-dire de la part des importations de produits industriels. Le signe de la faiblesse de leur position sur ces marchés est indiqué par le parallélisme exact qui existe entre les aspects commercial et politico-militaire. Ayant déjà perdu une partie de leur influence en Asie au profit de la Chine, ils sont en passe de perdre celle qu'ils conservent au Proche-Orient ; l'Inde restera donc provisoirement leur seul marché.

L'expérience de ces dernières années montre que l'irrésolution que la crise entraîne d'abord les capitalistes nationaux eux-mêmes faillies. Ce sont surtout les capitalistes étrangers qui ont été les premiers à se retirer, au nom des capitalistes faibles. Comme les crises homologues, dans ce monde, des capitalistes nationaux, les capitalistes étrangers ont joué jadis les capitalistes forts, les tendant à voir dans les crises nationales des crises internationales. Ils ont constitué une zone de protectionnisme, nous l'avons dit, le régime politico-militaire de l'U.R.S.S. et les pays qui lui sont liés, qui ont été les premiers à donner à la crise internationale une tournure définitive en la ramenant à la main de l'U.R.S.S. par rapport à sa position relative de l'U.R.S.S. par rapport à sa zone d'influence, comme, pour des raisons de force, cela a été le cas de l'U.R.S.S. par rapport à la zone des Etats-Unis par rapport à la leur. L'U.R.S.S. est cependant probable que, lorsque la crise internationale se produira, elle sera la première à se retirer, au nom des capitalistes faibles, tout autant plus grande qu'elle sera dite plus longtemps répétée et qu'elle tendra d'ambuler au nom des capitalistes forts, les tendant à voir dans les crises nationales des crises internationales politiques. L'exemple qu'a donné en 1970 la classe ouvrière polonaise ne sera pas

PAUL GALARD

Tableau V
PETROLE ET GAZ NATUREL EN U.R.S.S.
Une capacité d'exportation surestimée

	Production		Exportation de pétrole	
	Pétrole (en millions de t)	Gaz naturel (en millions de m ³)	Total (en millions de t)	Pert coût coût coût
1955.....	71	8		48
1960.....	148	0	8	45
1965.....	243	129	33	44
1970.....	353	200	94	52
1971.....	372	198	96	52
1972.....	394	321	105	
Plan				
1973.....	423	338		
1975.....	496	320	130-140	
Estimatif				
1980.....	620-645	550-600	185-215	

Source : *Problèmes économiques*

LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Instrument de promotion

VOICI dix ans, la Banque africaine de développement était créée officiellement par les gouvernements africains pour témoigner à la fois de leur solidarité, de leur volonté de coopérer et promouvoir ensemble, par-delà les divergences politiques et linguistiques, le développement économique de leurs pays et le progrès social des populations dans le sens d'une intégration progressive des économies nationales longtemps cloisonnées du fait de la colonisation.

A l'époque, l'entreprise apparaissait comme une gageure. Mais aujourd'hui, à la veille de son dixième anniversaire qui sera célébré le 15 novembre 1974, la Banque peut, avec une légitime fierté, se flatter de compter 39 membres sur les 42 États africains qui forment l'Organisation de l'unité africaine. Elle s'est imposée sur la scène internationale comme un instrument de promotion du développement auquel ses États membres recourent de plus en plus.

Le capital de la Banque est souscrit exclusivement par les États africains.

Cette règle inscrite dans l'accord portant création de la Banque, sauvegarde le caractère africain de l'organisation et souligne l'effort de solidarité auquel les pays africains ne sauraient être sous-estimés quand on veut bien se rappeler que 16 pays membres de la Banque figurent au nombre des 23 pays les plus pauvres du monde recensé par la CNUCED.

Le capital-actions autorisé de la Banque, initialement fixé à 250 millions d'unités de compte (1) 400 millions de dollars E.U.), est actuellement de 400 millions d'unités de compte (400 millions de dollars E.U.). Le montant des souscriptions initiales de chaque État membre, déterminé en fonction de sa capacité contributive, se divise en parties égales, d'actions à libérer entièrement et d'actions sujettes à appel. Le capital-actions à libérer entièrement doit être payé en or ou en devises convertibles. Le montant du capital souscrit au 8 août 1974 est équivalent à 443,071 millions de dollars E.U. La Banque peut instituer des fonds spéciaux ou recevoir la gestion de fonds spéciaux, destinés à servir ses fins dans le cadre de ses fonctions.

Le Conseil des gouverneurs est l'organe suprême de la Banque : chaque État membre y est représenté par un gouverneur.

Le gouverneur est généralement le ministre

responsable des questions économiques et financières. Le Conseil des gouverneurs formule des directives générales concernant la politique de la Banque, notamment en matière de crédit. Le Conseil des gouverneurs peut déléguer tous ses pouvoirs au conseil d'administration, à l'exception de quelques affaires réservées. Le Conseil tient ordinairement une assemblée annuelle.

Les autres organes sont :

Le Conseil d'administration.

Il est composé de neuf membres élus par le Conseil des gouverneurs pour trois ans. Il est responsable de la conduite des opérations financières de la Banque. Chaque administrateur comme un suppléant.

Le président.

Le président de la Banque, élu par le Conseil des gouverneurs pour un mandat de cinq ans, préside le conseil d'administration. Il est le représentant légal de la Banque et chef du personnel. Il est chargé, en se conformant aux directives du conseil d'administration sur la politique de la Banque, de conduire les affaires courantes de la Banque. Le président est assisté dans ses fonctions par un ou plusieurs vice-présidents.

La Banque doit contribuer au développement économique et au progrès social de ses membres, individuellement et collectivement.

A cette fin, la Banque utilise les ressources à sa disposition pour financer des projets et programmes d'investissement qui tendent au développement économique et social des États membres, en donnant, autant que possible, la priorité à des projets et programmes qui favorisent la coopération régionale et le développement ordonné des échanges entre les États membres. Elle encourage l'investissement des capitaux publics et privés en Afrique. Elle fournit l'assistance technique, qui peut être nécessaire pour l'étude, la préparation, la mise en œuvre et l'exécution de projets et programmes de développement. La Banque peut opérer seule ou conjointement avec d'autres institutions financières.

Les organismes privés peuvent bénéficier des prêts de la Banque.

La Banque africaine de développement ne traite pas exclusivement avec les États et les organismes publics. Les groupements et orga-

nismes privés peuvent également bénéficier des prêts de la Banque, avec l'aval de l'État.

La rentabilité financière

n'est pas le critère unique des interventions de la Banque.

Dans ses opérations ordinaires, la Banque, tout en observant les principes de saine gestion financière, se préoccupe davantage de l'impact économique et social de ses interventions. Elle respecte les priorités des politiques de développement de ses États membres, mais les opérations favorisant l'intégration économique reçoivent particulièrement son attention.

A moins de circonstances spéciales, les prêts accordés ou garantis par la Banque doivent assurer le financement de projets ou groupes de projets déterminés. La Banque peut cependant accorder des prêts de caractère global à des banques nationales africaines de développement ou autres institutions appropriées, ou garantir des prêts consentis à ces banques ou institutions, en vue de leur permettre de financer certains projets déterminés conformes au but de la Banque.

Trente et un pays ont déjà bénéficié d'un ou de plusieurs prêts de la Banque.

Les premières années de la Banque furent consacrées à la mise en place des structures administratives. La Banque a commencé ses opérations en juillet 1966. De nombreuses missions d'identification de projets, effectuées dans les pays membres, ont permis de constituer une liste de projets qui s'accroît continuellement au fur et à mesure de l'identification de nouveaux projets.

Au 30 septembre 1974, la Banque avait accordé des prêts et effectué des investissements pour un montant total de 192 millions de dollars E.U., ce qui représente 78 opérations dans 21 pays, y compris 6 opérations à caractère multinational.

L'ensemble des projets ayant bénéficié du concours financier de la Banque représente un investissement global de plus de 600 millions de dollars E.U.

La répartition sectorielle des opérations de la Banque montre une orientation délibérée de développer les infrastructures de communication indispensables à l'intégration progressive des économies nationales. La part relativement faible de l'agriculture, qui constitue la base de l'économie africaine, puisque 90 % de la population est paysanne, va augmenter dans les programmes ultérieurs de financement de la

Banque, grâce au Fonds africain de développement. En fait, la situation s'est déjà améliorée au cours des trois dernières années, où le montant des prêts dont l'agriculture a bénéficié a été en moyenne de 20 % par an.

Répartition sectorielle des prêts et investissements de la Banque au 30 septembre 1974.

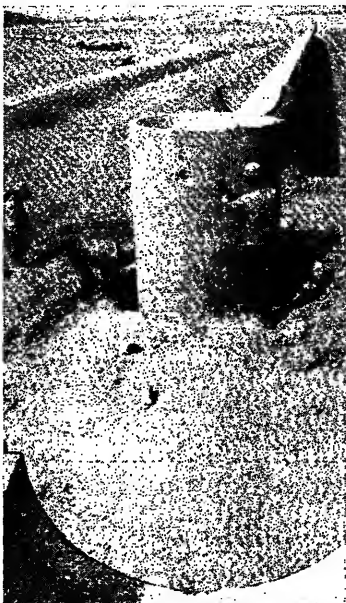
SECTEUR	Nombre projets	En millions de dollars E.U.	Pourcentage
Agriculture	14	28,789	15,0
Transports	25	74,100	37,8
Services d'utilité publique (eau, électricité, télécommunications, etc.)	23	62,593	32,6
Industries et concours aux banques nationales de développement	16	28,487	14,6
TOTAL	78	191,968	100,0

Ces résultats sont encourageants, compte tenu des ressources limitées dont la Banque a disposé au cours de la période considérée. Avec le Fonds africain de développement et dans la perspective de mobilisation de ressources supplémentaires, les responsables de la Banque et du Fonds peuvent espérer apporter une contribution plus importante au développement de l'Afrique dans les cinq prochaines années.

La Banque mobilise les ressources disponibles, publiques ou privées, en service du développement de l'Afrique.

Conscient de l'insuffisance de ses propres ressources pour faire face aux besoins immenses de l'Afrique, la Banque a fait et continue de faire de gros efforts pour mobiliser des ressources extérieures. Ces efforts ont abouti à la création de deux instances subsidiaires à travers lesquelles s'opère principalement la mobilisation de capitaux publics et privés.

Le Fonds africain de développement, créé en juillet 1972 par la Banque africaine de développement, est un fonds multinationnel auquel seize pays non africains exportateurs de capi-



Amenagement dans la basse vallée de la Medjden en Tunisie.

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT
Adresse télégraphique : APDEV ABIDJAN B.P. N° 1387 ABIDJAN
Téléphone 2256-00. TÉLÉX 717. CÔTE D'IVOIRE

Le fonds africain de développement

L'Un des traits caractéristiques de la Banque africaine de développement, qui le distingue des autres banques régionales de développement, notamment la Banque asiatique de développement et la Banque interaméricaine de développement, est que son capital est souscrit exclusivement par les seuls États appartenant à l'Afrique du continent. En conséquence, aucun pays extérieur à l'Afrique ne peut devenir membre de la Banque.

Ce caractère spécifique n'exclut cependant pas que la Banque coopère avec les pays développés et industrialisés dans l'aide financière et l'assistance technique qui sont si nécessaires à l'Afrique. A cet effet, la Banque est habilitée à instituer des fonds spéciaux ou à recevoir et à gérer des fonds spéciaux, destinés à renforcer ses moyens en vue de la réalisation d'objectifs conformes à sa vocation.

C'est ainsi que les responsables de la Banque ont lancé, en 1968, l'année même où la Banque a commencé ses opérations, l'idée de créer un fonds spécial dont les ressources, provenant des contributions et de la Banque elle-même et des gouvernements des États participants, permettraient d'élargir les actions de la Banque à des secteurs d'activité tels que l'éducation et la formation professionnelle, les activités sociales, le développement rural, les infrastructures administratives, qui nécessitent des moyens financiers accordés à des conditions favorables et dont le développement conditionne le « décollage » économique des pays membres.

Les négociations, menées sous les auspices du Comité d'aide au développement de l'O.C.D.E., ont abouti, en novembre 1972, à la création du Fonds africain de développement. Des seize pays qui ont participé à la négociation de l'accord portant créa-

tion du Fonds, quatorze l'ont, à ce jour, signé et ratifié : ce sont : la Belgique, le Brésil, le Canada, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, le Japon, le Norvège, le Pays-Bas, la République fédérale d'Allemagne, la Roumanie, la Suède, la Suisse et la Yougoslavie.

Le Fonds africain de développement est une entité juridique distincte de la Banque africaine de développement. Des principes, organes sont le Conseil des gouverneurs, le Conseil d'administration et le président. Mais il existe une étroite liaison entre la Banque et le Fonds manifestée par la composition mixte de ces organes. Le président de la Banque est d'office le président du Fonds et le président du conseil d'administration. Le Fonds s'appuie sur les structures administratives et opérationnelles de la Banque, dont

le siège social abrite également le Fonds. Le pouvoir de décision est également partagé entre les États participants et la Banque africaine de développement.

La Banque africaine de développement a commencé ses opérations le 1^{er} août 1975 avec une dotation initiale d'environ 100 millions de dollars. Les méthodes d'évaluation des projets financés par la Banque et le Fonds procèdent des mêmes critères. Il s'agit de décider de consacrer en priorité les ressources du Fonds à l'aide aux pays victimes de la sécheresse. Le montant des engagements du Fonds pour l'exercice en cours est estimé à environ 44 millions de dollars. Il atteindra 66 et 88 millions de dollars respectivement en 1975 et en 1976, compte tenu des projets à l'étude.

La redistribution des ressources du Fonds africain de développe-

ment est donc une question d'actualité qui préoccupe les responsables de la Banque et du Fonds. La dernière assemblée annuelle des gouverneurs de la Banque et du Fonds, tenue à Rabat en juillet, en a délibéré et invité le président et le conseil d'administration du Fonds à organiser sans délai des consultations avec les gouvernements des États participants et les gouvernements de pays tiers intéressés, en vue d'augmenter les ressources du Fonds par des contributions supplémentaires et la participation de nouveaux membres.

Des réactions encourageantes ont été enregistrées à cet égard.

Ainsi, le gouvernement de la Confédération suisse a signé le 17 septembre 1974 avec le président du Fonds un accord aux termes duquel le Fonds spécial suisse pour l'Afrique, à gérer par le Fonds africain de développement, a été constitué pour aider les plus défavorisés des États membres de la Banque africaine de développement. Des accords similaires sont en cours de négociation avec d'autres participants du Fonds, tandis que des contacts sont pris avec des pays arabes, socialistes et d'Amérique latine en vue de leur participation au Fonds.

Le Fonds africain de développement est une tentative heureuse de coopération, par les donateurs et les bénéficiaires, de l'aide publique pour le développement dont l'efficacité est souvent l'objet de vives controverses. L'objectif à souligner est qu'une part plus importante de l'aide publique soit canalisée par des organismes tels que le Fonds africain de développement, qui évitent des problèmes du développement en Afrique, plutôt que d'être assurés un emploi plus efficace.

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Etat des souscriptions au capital-actions au 8 Août 1974

ETATS MEMBRES	Souscription en millions de dollars E.U.	ETATS MEMBRES	Souscription en millions de dollars E.U.
1. Algérie	42,354	22. Maroc	22,425
2. Botswana	1,286	23. Mauritanie	2,051
3. Burundi	1,449	24. Niger	1,520
4. Cameroun	7,238	25. Nigeria	80,319
5. Congo	4,222	26. Ouganda	9,549
6. Côte d'Ivoire	11,460	27. République Centrafricaine	1,206
7. Dahomey	1,889	28. Rwanda	1,448
8. Egypte	39,151	29. Sénégal	9,048
9. Ethiopie	12,425	30. Sierra Leone	2,140
10. Gabon	10,719	31. Somalie	2,261
11. Gambie	1,236	32. Soudan	12,124
12. Ghana	19,960	33. Swaziland	2,955
13. Guinée	3,981	34. Tansanie	11,440
14. Haute-Volta	1,560	35. Tchad	1,050
15. Ile Maurice	1,138	36. Togo	1,208
16. Kenya	11,460	37. Tunisie	9,254
17. Lesotho	2,327	38. Zaïre	36,121
18. Libéria	4,243	39. Zambie	19,522
19. Libye	10,719		
20. Malawi	2,137		
21. Mali	2,175		
			448 071

هكمان الرشيد

DEVELOPPEMENT

de promotion

du progrès économique et social en Afrique



Leux ont accepté de contribuer. Ce sont : la Belgique, le Brésil, le Canada, le Danemark, les États-Unis d'Amérique, l'Espagne, la Finlande, l'Italie, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas, la Suède, la Suisse, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni et la Yougoslavie. Le Fonds a commencé ses opérations en août 1973 et a déjà financé une dizaine de projets en grande partie dans les pays victimes de la sécheresse. Les prêts du Fonds africain de développement sont consentis à des conditions avantageuses. Ils sont remboursables en cinquante ans, sans intérêt.

La SIFIDA (Société internationale financière pour les investissements et le développement en Afrique), créée en novembre 1970 sur l'initiative et avec la participation de la Banque africaine de développement, est une autre forme de coopération internationale au service du développement économique en Afrique. Son siège opérationnel est à Genève. Société financière de participation, groupant outre la Société financière internationale, plus d'une centaine d'organismes financiers, industriels ou commerciaux d'Amérique, d'Europe et d'Asie, la SIFIDA vise particulièrement à mobiliser les ressources du secteur privé international pour favoriser la naissance et la croissance d'entreprises productives en Afrique. La SIFIDA a déjà approuvé 20 projets dans 9 pays africains pour un montant total de 12,7 millions de dollars E.U.

L'effort de mobilisation de ressources financières supplémentaires a touché aussi les États membres de la Banque qui ont été invités à augmenter leurs souscriptions au capital de la Banque. À cet effet, le capital-actions autorisé de la Banque, déjà augmenté l'an dernier de 311,20 millions de dollars E.U. à 384 millions de dollars E.U., a été de nouveau augmenté et porté à 480 millions de dollars E.U., soit au total une augmentation de 168,72 millions de dollars E.U. dont 130 millions sont déjà souscrits. De plus, le Conseil des gouverneurs, à sa dernière assemblée annuelle tenue en juillet à Rabat, a autorisé la Banque à assumer des obligations à court terme dans ses États membres : c'est un pas en avant vers l'accès de la Banque aux marchés financiers internationaux.

Favoriser la croissance harmonieuse de l'ensemble des économies africaines.

Dans la situation défavorable où se trouve l'Afrique pour assurer son développement, la Banque africaine de développement ne peut se contenter dans les fonctions traditionnelles du banquier. La Banque se veut être un catal-

yseur du développement et, à ce titre, elle conseille, aide à définir une stratégie globale du développement du continent, dans le cadre de laquelle s'harmoniseront les plans nationaux de développement en vue d'une intégration de l'ensemble des économies africaines. Dans cette perspective, la Banque africaine de développement a organisé en mai 1973, avec le concours de l'Organisation de l'unité africaine et de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, la première conférence ministérielle africaine sur le commerce, le développement et les problèmes monétaires. Cette conférence, véritable « état général de l'économie africaine », a abouti à la Déclaration africaine sur la coopération, le développement et l'indépendance économique, approuvée par les chefs d'État de l'O.U.A. à leur conférence de mai 1973, tenue à l'occasion du dixième anniversaire de l'O.U.A.

De la volonté des gouvernements africains d'harmoniser leurs politiques de développement, deux grands projets sont déjà nés, à la réalisation desquels la Banque africaine de développement apporte un concours appréciable : la construction d'un réseau panafricain de télécommunications et la constitution d'une société africaine de réassurance.

La Banque africaine de développement célèbre son dixième anniversaire le 15 novembre de cette année. Dans le discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la dixième assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs de la Banque, le 1^{er} juillet 1974 à Rabat, S.M. Hassan II, roi du Maroc, a porté la première déclaration de la Banque africaine de développement le jour même que voici :

« Dix ans se sont passés depuis la création de la Banque, dix ans de lutte pour cette Banque, dix ans de recherche, dix ans pour marquer son nom d'un label de sérieux et de respectabilité... La sécheresse et le report, elle les a connus, mais à la rapidité dans sa procédure, à sa connaissance des problèmes africains et, surtout, à l'effort constant qui anime ses travaux, et nous ne pouvons à la routine bancaire, qui aurait pu être un obstacle entre elle et la réussite... »

Malgré ces propos encourageants, il ne fait aucun doute que le chemin qui mène à la réussite est encore long et ardu ; mais, grâce à la détermination éclairée qui lui a permis de surmonter les difficultés qu'elle a dû affronter par le passé, la Banque africaine de développement peut regarder l'avenir avec espoir et confiance.

(1) La valeur de l'unité de compte est de 6,55953 francs français (F.F.) et est équivalente approximativement à 1,30 dollar E.U. ou 5,36 p.



Construction d'un tronçon de la route transafricaine Mombasa - Lagos.



Construction d'un oléoduc et des installations de stockage.

Les hommes qui forgent la B.A.D.

Président de la Banque

M. ANDRIANARASO LAMIDI, quarante-cinq ans, de nationalité toulousaine, est licencié en droit. Entré dans la profession de banquier en 1957, il est inspecteur adjoint au Crédit municipal et commercial à Paris, puis fondeur de pouvoir de la Banque de Tunisie de 1959 à 1960. De 1960 à 1964, il occupe divers postes de responsabilité à la Banque nationale agricole de Tunisie, dont il est nommé inspecteur général en 1962. Il est appelé à la direction de la Société tunisienne de banque en juin 1964. En septembre de la même année, il est détaché, au titre de l'assistance technique tunisienne, au Niger, où il est directeur général de la Banque nationale de développement jusqu'à son départ en juin 1969 où il prend le poste de vice-président de la Banque africaine de développement. Après un court séjour à la présidence de la Banque, à la suite de la démission de M. Mamour Bahety, premier président de la Banque, il est élu président en août 1970.

Vice-Présidents

M. LOUIS-PASCAL NEGRE, quarante-deux ans, de nationalité française, a été élu vice-président de la B.A.D. par la première assemblée des gouverneurs de la Banque en 1964 ; mais ce n'est qu'en 1970 qu'il a pris ses fonctions de membre permanent à la Banque. Ancien administrateur de la France d'outre-mer, diplômé de l'École nationale de la France d'outre-mer en 1955 (concours « A »), diplômé d'études supérieures d'économie politique de l'université de Paris, il a exercé diverses hautes fonctions dans l'administration du Sénégal de 1955 à 1960.

Le Mali étant devenu indépendant en 1960, il quitte la

fonction publique coloniale pour se mettre au service du Niger. Il y occupe de hautes fonctions administratives, notamment comme conseiller technique à la présidence de la République et gouverneur de la Banque de la République du Mali. En 1966, il entre dans le gouvernement comme ministre des Finances, et y restera jusqu'en septembre 1970, où il prend la présidence du conseil ministériel de l'Union douanière ouest-africaine, qui deviendra la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest.

M. SALEM MOHAMMED OUBAY, quarante-deux ans, est de nationalité libyenne. Il est licencié en sciences économiques de l'université du Caire et docteur en économie politique de l'université américaine (Washington). M. Oubay a occupé de hautes postes dans l'administration et le gouvernement de son pays. Il était sous-secrétaire d'État adjoint pour les questions économiques au ministère de l'Économie nationale libyenne et a été vice-président de la Banque. M. Oubay a pris ses fonctions à la Banque en décembre 1973.

M. EDWIN OLOJUNGBI OUYA, quarante-cinq ans, est de nationalité nigérienne. Il est diplômé en sciences économiques de l'université de Londres et de Yale. Après une carrière d'enseignant, M. Ouyay est entré dans l'administration fédérale et a occupé successivement les postes de chef-adjoint de la planification au ministère fédéral du développement économique et de la reconstruction

et de secrétaire général adjoint responsable des changes, du budget et de la recherche au ministère fédéral des Finances. M. Ouyay a pris ses fonctions à la Banque en janvier 1974.

Objectifs généraux de la SIFIDA

La SIFIDA est une société multinationale d'investissement constituée au Luxembourg, avec son siège opérationnel à Genève. Elle a été créée à l'initiative de la Banque africaine de développement, qui participe à son capital, de même que la Société financière internationale, du groupe de la Banque mondiale. Son objet est de promouvoir les investissements privés dans les États africains indépendants et en voie de développement. Elle estime que le secteur privé international a un rôle très important à jouer dans l'édification des économies africaines et tout particulièrement dans l'élargissement de leur secteur privé et le développement d'une classe d'entrepreneurs africains.

À cet effet, il apparaît nécessaire et souhaitable de promouvoir de nouveaux moyens en faveur des économies africaines venant appuyer et compléter les efforts des organisations internationales, régionales et nationales concernées par les problèmes de l'aide et de la coopération avec les États africains. Par la composition multinationale de son capital — plus de cent vingt banques et industries d'Europe, d'Amérique du Nord et du Japon sont actionnaires — et par son implantation à Genève, la Société se trouve au centre des capacités internationales en matière de finances, de technologie et de gestion d'entreprises et peut de ce fait contribuer très efficacement au développement des secteurs productifs des économies africaines.

Pour atteindre ses objectifs, la SIFIDA est habilitée à financer des entreprises pro-

SIFIDA

Société Internationale Financière pour les Investissements et le Développement en Afrique S.A.

SIFIDA Investment Company S.A.

8 c. av. de Champel, P.O. Box 396 CH 1211 Genève 12, Suisse

ductive en voie de création ou déjà existantes, et, pour ces dernières, à l'occasion d'une extension, modernisation ou diversification de leurs activités. Les concours financiers de la société se feront normalement sous forme de prise de participation en capital, d'achat de crédit à moyen ou à long terme, d'engagements par aval et garantie. La société accorde une attention spéciale aux projets de nature à promouvoir le développement des économies régionales.

Activités

La société a enregistré une progression notable dans la poursuite de son objectif destiné à promouvoir l'entreprise privée en Afrique. La SIFIDA a commencé ses opérations à la fin de 1971 et la phase initiale d'organisation de la société, de la mise en place des structures appropriées et de la recherche de son identité est maintenant passée. Ses activités se sont développées, notamment dans les pays qui orientent leur politique économique en faveur du secteur privé. Dans certains d'entre eux, d'ailleurs, l'impact de son action se manifeste déjà. La demande du concours financier de la SIFIDA se traduit par le fait que la société, en trois ans, a investi en Afrique l'équivalent de son capital souscrit. Les projets de qualité sont toujours nombreux. Le rôle de la SIFIDA, catalyseur du développement économique et social en Afrique, est illustré par le coût des projets auxquels elle a participé, soit 154 millions de dollars E.U.

Au cours de ses trois années de vie opérationnelle, la SIFIDA a approuvé des investissements dans vingt projets dont la réalisation intéresse neuf pays africains, pour un montant de 12,7 millions de dollars E.U., dont 3,9 millions représentent des prises de participation en capital et 8,8 millions des prêts à moyen et long terme. En ce qui concerne la distribution par secteurs, les textiles et fibres viennent en tête avec 37,8 %, suivis par l'agriculture et les produits alimentaires (23,7 %), le ciment et les matériaux de construction (14,1 %), la fabrication de machines et la métallurgie (9,2 %), l'industrie du bois (7 %) et la tourisme (5,4 %).

Une attention spéciale a été consacrée aux effets bénéfiques locaux découlant des investissements de la SIFIDA. L'adoption de chaque projet a apporté, selon le cas, soit des revenus, soit une épargne en devises étrangères. Les vingt projets approuvés jusqu'à maintenant ont créé environ dix mille emplois nouveaux, montrant ainsi l'incidence qu'exerce l'investissement privé sur l'économie d'un pays en voie de développement.

Au cours de l'année dernière, la SIFIDA a enregistré un accroissement de la demande des services qu'elle est en mesure de fournir. Le département des projets a élaboré des études complètes de faisabilité, organisé des financements à long terme (syndication), recherché des porteurs techniques compétents, fourni des services de gestion financière et, pour certains projets, participé à la commercialisation d'une partie de la production.

Une Église « progressiste » en Amérique du Sud ?

Par YVES FLORENNE

L'ATTITUDE DE l'Eglise en Amérique du Sud à l'égard de l'Etat — c'est-à-dire, souvent, des pouvoirs publics — est, à l'Etat — et à l'égard de ce qu'on appellera, d'une façon un peu ecclésiastique, juste-ment, « la question sociale », cette attitude semble être présentée à l'opinion avec un excès de simplification et non sans quelque optimisme. C'est au moins l'impression que donne, en renfort, le livre de Marcio Moreira-Alves (1). Ce n'est, certes, qu'une histoire dont il a vu et vécu lui-même la plus ardente, — sans préjuger, bien entendu, — de l'avenir.

A

MEKONG BASIN DEVELOPMENT, LAOS AND

L'Annuaire français
de droit international 1973

FR

L'EXTRÊME DROITE SOUS LA V^e RÉPUBLIQUE

NCE

AUTONOMIA

EU

L'ÉLARGISSEMENT DES COMMUNAUTÉS EN

[illegible]

LE DANEMARK A L'HEURE DU MARCHE

M. Ng.

GRÈCE

comédie de Papadopoulos, officier de renseignements trop matois devenu pré-

ident d'une fausse République... Les
forces véritables sont mesurées : protec-
tion vigilante du grand ami américain.

Stallions born in Europe

Residents hors de France
commandez tous vos livres à

inter-livres

tel. 535.08-46

de sa mort. D'ailleurs, le bibliographe français concernant Juan Domingo Peron est bien plus en deca d'une ou deux

est bien pauvre, en dehors d'un ou deux ouvrages, notamment le *Péronisme*, thèse de Pierre Lux-Wuro publiée en 1965.

Achévé à la veille de la mort du « leader » ce livre, qui se veut le premier bilan de l'expérience péroniste, réussit à l'être au

commentaires détaillés, article par article, des dispositions du traité d'adhésion. C'est ici le domaine du pesticide : sur

chacun des sujets abordés par le traité. Il trouve un rappel des données de base et des termes de la négociation, une

exécute de la solution adoptée, la référence aux textes applicables et, d'une manière générale, tout ce qui est indi-

de la musique et des voyages ? Un être chaleureux, simple, pour un pays qui a vu le parlementarisme naître avec la

siècle et n'en est pas encore tout à fait tourbeoulé.

1990-1991

comédie de Papadopoulos, officier de renseignements trop matois devenu pré-

ident d'une fausse République... Les
forces véritables sont mesurées : protec-
tion vigilante du grand ami américain.

ballet intéressé des puissances d'argent et des armateurs, rôle du roi et de sa cour. Une part importante était réservée

munauté (analysée par Ph. Allot) et par la décision de construire le tunnel sous la Blanche (D. Jonannet). Notre

ces questions, l'activité des organisations européennes en matière de pro-

OFFICE DE TOURISME
SYNDICAT D'INITIATIVE:
22, rue Hôtel-des-Postes - Tél.: 85-25-25/28.
Télex: Actual Nicos 400-42.

Parlement européen

Débats sur la crise de l'Europe

À la session de septembre du Parlement européen, le 24 septembre à Strasbourg, par la voix du président de la Commission européenne, M. François-Xavier Ortoli, sur l'ordre du jour de la Commission, a été débattu le thème de la "crise de l'Europe".

M. Ortoli, qui a affirmé qu'aucune manifestation de violence politique n'est possible et que l'Europe est une réalité, a déclaré que la crise de l'Europe n'est pas une crise de la Communauté européenne, mais une crise de la civilisation européenne. Il a souligné que la Communauté européenne n'est pas une fin en soi, mais un moyen pour atteindre des objectifs plus larges.

M. Ortoli a également souligné que la Communauté européenne n'est pas une machine à produire, mais une machine à créer de la richesse et de la prospérité. Il a déclaré que la Communauté européenne n'est pas une machine à produire, mais une machine à créer de la richesse et de la prospérité.

Des déclarations de M.M. Sauva-
gnanes et Ortoli

M. Jean Sauva-gnanes a fait, devant le Parlement européen, le bilan de la coopération européenne et des raisons de crainte et d'espérance. Il a souligné que la Communauté européenne n'est pas une machine à produire, mais une machine à créer de la richesse et de la prospérité.

M. Ortoli a également souligné que la Communauté européenne n'est pas une machine à produire, mais une machine à créer de la richesse et de la prospérité.

La production d'acier reste en
attente

L'acier se porte, en tant que, fort bien. La production d'acier dans le monde est en augmentation, ce qui est une bonne nouvelle pour l'industrie.

CECA

La politique charbonnière commune se précise

Depuis que les Neuf se sont engagés le 17 septembre à mettre en œuvre une politique commune de l'énergie, leur coopération se précise.

Calendrier des fêtes nationales

15-20 NOVEMBRE

- 15 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 16 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 17 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 18 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 19 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 20 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie

de compte) pour effectuer des recherches charbonnières portant sur les techniques d'abaissement du fond, l'amélioration des conditions de travail dans les mines, la valorisation du charbon. Elle a aussi pour but de réaliser des études de faisabilité de projets de recherches charbonnières.

Modernisation de logements ouvriers.

La Commission a accordé un prêt de 100 millions de francs pour la modernisation de logements ouvriers dans les mines.

Aide à la réadaptation.

Quelques 700 millions de francs ont été accordés pour la réadaptation professionnelle des mineurs.

Brusque dégonflement des stocks de charbon

En approuvant ces objectifs généraux, le conseil communautaire de la CECA a souligné que la réduction des stocks de charbon est une condition nécessaire au développement de la production de charbon.

La production d'acier reste en
attente

L'acier se porte, en tant que, fort bien. La production d'acier dans le monde est en augmentation, ce qui est une bonne nouvelle pour l'industrie.

CECA

La politique charbonnière commune se précise

Depuis que les Neuf se sont engagés le 17 septembre à mettre en œuvre une politique commune de l'énergie, leur coopération se précise.

Calendrier des fêtes nationales

15-20 NOVEMBRE

- 15 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 16 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 17 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 18 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 19 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 20 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie

de compte) pour effectuer des recherches charbonnières portant sur les techniques d'abaissement du fond, l'amélioration des conditions de travail dans les mines, la valorisation du charbon. Elle a aussi pour but de réaliser des études de faisabilité de projets de recherches charbonnières.

Modernisation de logements ouvriers.

La Commission a accordé un prêt de 100 millions de francs pour la modernisation de logements ouvriers dans les mines.

Aide à la réadaptation.

Quelques 700 millions de francs ont été accordés pour la réadaptation professionnelle des mineurs.

Brusque dégonflement des stocks de charbon

En approuvant ces objectifs généraux, le conseil communautaire de la CECA a souligné que la réduction des stocks de charbon est une condition nécessaire au développement de la production de charbon.

La production d'acier reste en
attente

L'acier se porte, en tant que, fort bien. La production d'acier dans le monde est en augmentation, ce qui est une bonne nouvelle pour l'industrie.

CECA

La politique charbonnière commune se précise

Depuis que les Neuf se sont engagés le 17 septembre à mettre en œuvre une politique commune de l'énergie, leur coopération se précise.

Calendrier des fêtes nationales

15-20 NOVEMBRE

- 15 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 16 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 17 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 18 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 19 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 20 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie

Calendrier des fêtes nationales

15-20 NOVEMBRE

- 15 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 16 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 17 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 18 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 19 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 20 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie

de compte) pour effectuer des recherches charbonnières portant sur les techniques d'abaissement du fond, l'amélioration des conditions de travail dans les mines, la valorisation du charbon. Elle a aussi pour but de réaliser des études de faisabilité de projets de recherches charbonnières.

Modernisation de logements ouvriers.

La Commission a accordé un prêt de 100 millions de francs pour la modernisation de logements ouvriers dans les mines.

Aide à la réadaptation.

Quelques 700 millions de francs ont été accordés pour la réadaptation professionnelle des mineurs.

Brusque dégonflement des stocks de charbon

En approuvant ces objectifs généraux, le conseil communautaire de la CECA a souligné que la réduction des stocks de charbon est une condition nécessaire au développement de la production de charbon.

La production d'acier reste en
attente

L'acier se porte, en tant que, fort bien. La production d'acier dans le monde est en augmentation, ce qui est une bonne nouvelle pour l'industrie.

CECA

La politique charbonnière commune se précise

Depuis que les Neuf se sont engagés le 17 septembre à mettre en œuvre une politique commune de l'énergie, leur coopération se précise.

Calendrier des fêtes nationales

15-20 NOVEMBRE

- 15 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 16 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 17 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 18 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 19 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 20 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie

Calendrier des fêtes nationales

15-20 NOVEMBRE

- 15 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 16 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 17 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 18 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 19 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 20 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie

AUTRES ORGANISATIONS POLITIQUES TECHNIQUES ET SOCIALES

Organisation des Etats américains

Les relations commerciales avec les Etats-Unis

La Commission a souligné que la réduction des stocks de charbon est une condition nécessaire au développement de la production de charbon.

Conseil de l'Europe

Session de l'Assemblée parlementaire

La Commission a souligné que la réduction des stocks de charbon est une condition nécessaire au développement de la production de charbon.

La production d'acier reste en
attente

L'acier se porte, en tant que, fort bien. La production d'acier dans le monde est en augmentation, ce qui est une bonne nouvelle pour l'industrie.

CECA

La politique charbonnière commune se précise

Depuis que les Neuf se sont engagés le 17 septembre à mettre en œuvre une politique commune de l'énergie, leur coopération se précise.

Calendrier des fêtes nationales

15-20 NOVEMBRE

- 15 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 16 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 17 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 18 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 19 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 20 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie

Croix-Rouge

Conférence sur les armes de guerre à cause des maux humains

La Commission a souligné que la réduction des stocks de charbon est une condition nécessaire au développement de la production de charbon.

La production d'acier reste en
attente

L'acier se porte, en tant que, fort bien. La production d'acier dans le monde est en augmentation, ce qui est une bonne nouvelle pour l'industrie.

CECA

La politique charbonnière commune se précise

Depuis que les Neuf se sont engagés le 17 septembre à mettre en œuvre une politique commune de l'énergie, leur coopération se précise.

Calendrier des fêtes nationales

15-20 NOVEMBRE

- 15 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 16 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 17 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 18 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 19 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 20 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie

Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ-de-Mars, 610, rue de la Cavalerie, 75015 Paris, Filiale de Ventes directes de la S.A. Automobiles Citroën, créé, particulièrement, à l'intention de S.A. AUTOMOBILES CITROËN CHAMP-DE-MARS

Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et des Organismes Internationaux, se tient à leur entière disposition pour tout renseignement qu'il leur plairait d'obtenir. (Téléph. : 567.99.20) Téléc. : 27.817 - (Citroën-Paris).

CITROËN

Calendrier des fêtes nationales

15-20 NOVEMBRE

- 15 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 16 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 17 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 18 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 19 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 20 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie

Calendrier des fêtes nationales

15-20 NOVEMBRE

- 15 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 16 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 17 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 18 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 19 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 20 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie

Calendrier des fêtes nationales

15-20 NOVEMBRE

- 15 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 16 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 17 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 18 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 19 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 20 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie

Calendrier des fêtes nationales

15-20 NOVEMBRE

- 15 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 16 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 17 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 18 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 19 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 20 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie

Calendrier des fêtes nationales

15-20 NOVEMBRE

- 15 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 16 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 17 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 18 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 19 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 20 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie

Calendrier des fêtes nationales

15-20 NOVEMBRE

- 15 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 16 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 17 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 18 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 19 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 20 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie

Calendrier des fêtes nationales

15-20 NOVEMBRE

- 15 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 16 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 17 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 18 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 19 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 20 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie

Calendrier des fêtes nationales

15-20 NOVEMBRE

- 15 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 16 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 17 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 18 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 19 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie
- 20 NOVEMBRE : Fête nationale de l'Indonésie

ARGENTINE

La terreur blanche et les chemins de l'armée

Par ALAIN LABROUSSE

elles choisies ? Quelle est la responsabilité du gouvernement dans cette vague d'assassinats ? La réponse à ces questions ne peut être donnée que si l'on replace la terreur dans le contexte global de la situation argentine depuis le retour du général Peron, le 20 juin 1972.

AVANT même que l'aviation qui remmenait pour la seconde fois le vieux leader en Argentine ne se pose sur l'aéroport d'Ezeiza, où l'attendaient plus de trois millions de personnes, des commandos d'extrême droite couraient le long des colonnes de manifestants venus de la banlieue ouvrière et incendiés par les militaires de la Jeunesse péroniste. Bites : au moins cinquante morts et des centaines de blessés. Des « prisonniers » étaient torturés dans les chambres de l'hôtel de l'aéroport.

Une semaine plus tard, les militaires argentins mettaient hors de loi le Parlement, et l'armée chilienne procédait à une répression générale. On ne put s'empêcher de faire la comparaison. Avec le gouvernement d'Adolfo Alsogaray, un mouvement nationaliste et anti-impérialiste, la Jeunesse péroniste (J.P.), et sa direction politique, l'organisation Montoneros, avaient occupé d'importantes positions à l'extérieur de l'appareil d'Etat. Ezeiza annonçait la destruction du Tio (Norton) Campora le 10 juillet 1973. Peron était devant en charge lui-même de faire respecter le « pacte social » (3) en usant de l'autorité prestigieuse dont il jouissait auprès des masses, grâce à une législation répressive, et enfin pour mater les récalcitrants — secteurs ouvriers combellés qu'organisaient les Jeunes travailleurs péronistes (J.T.P.), filiale de la J.P. — en utilisant des groupes armés : Commandos d'organisation (C.O.), héritiers de la Jeunesse syndicale péroniste (J.S.P.) ou de la C.G.T. elle-même. Ainsi, par exemple, le 20 janvier 1974, dix-sept bombes explosèrent dans des locaux de la J.P. à travers le pays. Le 5 février, Hugo Mazzoli, ouvrier de la construction, est assassiné sur un chantier. En mai, quatre militants du Parti socialiste des travailleurs (P.S.T.) sont exécutés. On pourrait multiplier les exemples. La J.P. a elle seule eu à assommer quatorze-vingt de ses militants sous Peron.

Pour faire bonne mesure, le gouvernement rappelle les commissaires Villar et Margeride, techniciens de la répression et de la torture sous la dictature militaire. En mai 1974, le Montonero Alberto Campa, rattaché du massacre de Trelew (4), est passé à la « pégasse », comme dans le bon vieux temps.

Mais surtout, cette politique d'intimidation s'inscrit dans le cadre du renforcement de la législation répressive : en particulier par le rétrograde Code pénal révisé le 7 avril, destinée en principe à combattre la subversion, mais qui est en fait un outil de répression politique et syndicale. Elle se prolonge par la suppression progressive de la presse d'opposition : le 14 mars, le journal *El Mundo* est interdit par décret. Le 10 avril, c'est le tour des revues de la gauche péroniste *El Descamisado* et *Millenario*.

Il est par conséquent inexact de dater de la mort de Peron l'apparition de la répression et du terrorisme. Mais il est incontestable que sa mort, le 1^{er} juillet, en privant le pouvoir d'un important facteur d'adhésion populaire, va entraîner un usage croissant de la violence répressive. D'autant plus que les luttes ouvrières s'étendent : grâce du zèle des ouvriers des usines Renault du Córdoba, confiant même par les syndicats du sud de Tucumán des typographes de Buenos-Aires, de Bagley (biocurie), Tense (mécanique), Propulsores (aérospatial), etc.

La Jeunesse péroniste assaie de son côté de faire oublier l'assassinat jésu sur elle par Peron le 1^{er} mai et de « récupérer » l'héritage du leader. C'est pourquoi les exécutés ont d'abord pour fonction de démolir les secteurs de la classe ouvrière et du mouvement étudiant où cela est implétable.

C'est le sens qu'il faut donner au assassinat à La Plata, les 6 et 7 août, d'Horsacio Chavez, soixante-huit ans, de son fils Rolando,

de Carlos Perti, quarante-huit ans, dirigeant du syndicat du pétrole, et de Luis Mancor, dirigeant étudiant, et à ceux de trois autres militaires de la J.P. le 22 août. Le 7 septembre, le fils aîné de sept mois de Raúl Lapuzzi, recteur normalisateur de l'université de Buenos-Aires, est tué à la suite d'un attentat à la bombe. Le 20 septembre est assassiné Julio Trovati, héros de la résistance péroniste, un des rares survivants du massacre de León Suarez en 1955. Nommé sous-chef de la police de Buenos-Aires par Campora, il avait été « démissionné » par Peron.

MAIS la gauche syndicale marxiste exerce elle aussi une influence non négligeable, en particulier à Córdoba, où elle contrôle les syndicats de l'automobile, de l'électricité, des enseignants, etc.

D'autre part, l'Armée révolutionnaire du peuple (E.R.P.), bras armé du Parti révolutionnaire des travailleurs (P.R.T.), non seulement confirme le 10 août sa capacité opérationnelle malgré un échec à Catamarca, mais aussi une capacité de mobilisation comme l'avait révélé la réunion de vingt mille militaires à Rosario pour le congrès du Front anti-impérialiste et pour le socialisme (F.A.S.). En assassinant le 21 juillet Rodolfo Ortega Peña, avocat de trente-six ans, député du péronisme de base, l'une des figures les plus respectées de la gauche révolutionnaire argentine, on éliminait un des liens possibles entre la gauche péroniste et le mouvement révolutionnaire argentin.

On peut donner un sens analogue à l'assassinat d'Adolfo Lopez, ex-vice gouverneur de Córdoba, dirigé par un secteur modéré de la C.G.T., qui avait conclu à diverses reprises des accords avec les secteurs marxistes. Parallèlement, des coups très sérieux ont été portés à l'aire politique et de masse de la gauche avec les assassinats des avocats Alfredo Curuchet et Silvio Frontini.

MAIS il est apparu, à partir de la seconde semaine de septembre, que l'étape du terrorisme « sélectif » était dépassée. Désormais, il s'agit de mettre en condition l'ensemble de la population. Des députés qui représentent l'opinion démocratique sont sur la liste des personnes à abattre. Des auteurs, des artistes, des journalistes ont été assassinés ou menacés et ont quitté précipitamment le pays.

Une campagne de terreur se déclenche parallèlement contre les étrangers. Le 30 août, l'A.A.A. revendiquait l'enlèvement de l'Uruguay André Corra, accusé par elle d'être un tueur. Les 11 et 12 septembre, quatre de ses compatriotes étaient séquestrés à leur tour. Quelques jours plus tard, indice de la coopération entre les dictatures violentes et la C.I.A., le général Prats était assassiné. Il existe aujourd'hui en Argentine un climat de xénophobie où les étrangers sont les premières cibles, n'est pas sans rappeler celui qui régnait au Chili au moment du coup d'Etat. Situation d'autant plus grave qu'il existe pratiquement plus de presse d'opposition pour dénoncer ces faits à la suite de l'interdiction du quotidien *Noticias* le 27 août, et de *Cinco Puntos* le 6 septembre.

Une telle situation implique le participation d'amples secteurs de l'appareil répressif et une orchestration partant « d'en haut ».

L'Uruguayen André Corra, séquestré par l'A.A.A., a été retrouvé, dans la prison de Villa Devoto. L'attentat contre Ortega Peña a été commis à moins de 100 mètres d'un commissariat de police, devant lequel la circulation était déviée, au moment du crime, par des voitures phares à travers de la rue. Quant à l'assassinat de Silvio Frontini, il a été précédé d'un impressionnant déploiement de forces : voitures, francs-tireurs, etc. Sa famille a résisté les armes à la main. La police n'a cependant fait son apparition que cinquante minutes plus tard. Pour ne pas parler des policiers-gardiens du corps qui, dans le cas du meurtre Lapuzzi comme de Prats, s'occupent quelquefois instantanément l'attentat.

L'opinion qui prévaut à Buenos-Aires est que les « exécutés » sont des mercenaires argen-

tins et internationaux couverts et appuyés par la police et des corps spécialisés des trois armées.

Il n'est pas douteux que la violence pratiquée par l'extrême gauche durant toute cette période n'est pas quantitativement comparable à celle de la droite. Cette dernière, en particulier à l'égard de la Jeunesse péroniste, mouvement dont la direction nationaliste et petite-bourgeoise était plus que disposée à jouer le jeu du réformisme et du populisme. Cependant on ne peut nier que des exécutés revendiqués par les Montoneros, comme celui du secrétaire de la C.G.T. José Ruco, même s'il s'agissait d'un agent du patronat, ou celle de Mor Roig, ex-ministre du général Lanusse qui avait couvert le massacre de Trelew, étaient pour le moins éminents.

Ces du P.R.T.-E.R.P. est différent. Si cette organisation a condamné les assassinats politiques, elle n'a pas contre cessé de monter des actions contre l'armée : commandement de la suite, casernes d'Azul, de Villa-María, etc. Sete de ses militants tombés à Catamarca n'ont vraisemblablement pas été tués ou cours des combats, mais capturés et tués : aucun blessé, corps criblés de balles, traces de poudre sur les vêtements... Les prisonniers ont été exécutés torturés. Il n'en reste pas moins que l'activation des militaires décidée en représailles — cinq officiers avaient été tués le 15 octobre — ne peut que contribuer à alourdir le climat de terreur dans lequel vit la population et accentuer le repli du mouvement ouvrier. Ainsi la nouvelle loi sur le séquestre de l'Etat puni sévèrement « l'incitation aux grèves déclarées illégales », « l'altération de la paix sociale », les délits d'opinion, et supprime dans les faits la liberté de presse. Agustín Tosco, René Salamancas et des dizaines de dirigeants syndicaux sont emprisonnés. Il n'est pas impossible que ce climat de terreur prépare le retour sur le devant de la scène d'une armée qui a tiré les leçons de l'échec politique et économique des militaires en Uruguay et au Chili.

L'ACTION d'« Isabella » et celle de son conseiller Lopez Rega, ministre du bien-être social, ne peuvent se développer qu'avec la bénédiction de l'armée. La rôle qui est dévolu au gouvernement actuel est apparemment de décapiter les organisations de gauche, politiques et syndicales, avant de lancer une offensive de grand style contre la guérilla, appuyée par la police et les « corps spécialisés ».

Le climat de violence provoqué par la répression pourrait alors préparer — à moins que l'impudence des militaires « ultras » ne précède les événements — le retour d'une armée qui tenterait pour un temps d'apparaître comme « péronienne », rétablir l'ordre et la paix, et proposerait un projet économique reprenant le vieux rêve péroniste : renégocier avec l'impérialisme les conditions de la dépendance, mais en tirant tous les pouvoirs du régime, mais d'une institution forte et centralisée, préparée à « gérer » le pays.

Cette que soit la forme prise par les futurs gouvernements anti-populaires, comment ne pas voir que l'Argentine (5) est en train de s'aligner à son tour, après le bref intermède d'une libéralisation ambiguë, sur les régimes qui oppriment la Brésil, l'Uruguay, la Bolivie ou le Chili (6) ?

(1) Comme Luis Latorre, républicain uruguayen venu du Chili et sous la protection du régime de Bordaberry. Latorre a été séquestré par l'A.A.A. après qu'un vase qui est resté sur l'assassinat de France et celles de divers pays.

(2) D'abord Alliance anti-impérialiste, l'organisation des militaires anti-communiste argentine.

(3) Signé le 7 juin entre la C.G.T. (patronat) et la C.O.T.

(4) Le 22 août 1972, à la suite de l'arrestation de la guérilla qui déjouait un plan de la J.P. au Chili, cette dernière de l'Armée révolutionnaire du peuple (E.R.P.) et des Montoneros (italiens) étaient par leurs gardiens, à Trelew, dans le sud du pays.

(5) Avant de se constituer un Comité d'information et de soutien à l'Argentine en lutte (C.S.A.), dont le siège est à Paris, entre Bordeaux-Champs, à Paris.

(6) Le démantèlement du ministre de l'Économie, José Gestard, et l'annonce du voyage de la présidence au Chili sont à cet égard significatives.

Dans ce numéro :

- P. 2 et 3 : AUX ETATS-UNIS, VOTER APRES LE WATERGATE, par Nina Sutton.
- P. 4 : Angola : Construire l'indépendance sur une société « multiraciale » ? par Virgilio Delmon.
- P. 5 : LE PROBLEME CHYPRIOTE : Contre la logique de l'émotion, par Václav Calk; Une base viable de négociation, par Polya Medved.
- P. 6 et 7 : L'ALBANIE D'ENVER HODJA : UN MONASTÈRE MARXISTE, reportage de Georges Frestat.
- P. 8 : Obtenir la cession de toute intervention américaine au Cambodge, fin de l'article de Khieu Samphan.
- P. 9 : Grande-Bretagne : Le parti conservateur à la recherche de son identité, par Bernard Cassen. — Les Britanniques entre

- la complaisance et l'inquiétude, par Marcel Barag.
- P. 10 : L'URSS ET LES PAYS DE L'EST VUS DE LOUÏSE, par Marie Lavigne.
- P. 11 et 21 : LA CRISE : CHAQUEMENT ECONOMIQUES ET RISQUES DE GUERRE : Comment les structures ont engendré la crise, par Jean-Pierre Vigier; Un document américain : Comment l'impulsion à l'Europe la volonté de Washington; Lutta des classes et lutte contre l'inflation, par Suzanne de Bruchhoff; Le seul de rentabilité optimum de la « crise » pétrolière (P.P.) : Inflation, accumulation du capital et stratégie impérialiste, par André Gerson; La récession et la compétitivité de la classe ouvrière, par Ernest Mandel; ETATS-UNIS : L'intérieur compromet l'extérieur, par André Fazzi; Organiser de nouvelles relations entre l'Europe et le tiers-monde, par Samir Amin; Pour une nouvelle orientation de l'activité économique, fin de l'article de Christian Goux; ALLEMAGNE : Poussances économiques et arrière-pensées politiques, par

- Frédéric Langer; Portée mondiale de la révolution en Chine, par Jean Cardonnel; JAPON : Remodeler l'archipel ou les structures économiques ? par Bernard Morel; EUROPE DE L'EST : Les pays socialistes attendent le choc, par Paul Chard.
- P. 22 : CHINA POLITIQUE : 1929 : La grande crise, par Ignacio Ramonet, Marc Ferro et Jean-Pierre Jencoules.
- P. 23 : UNION SOVIETIQUE : Tentation et difficultés d'exploiter la crise en Occident, par Bernard Ferro. Nouvelles précisions sur le drama chilien, par Pierre Kalfon.
- P. 24 et 25 : Elections législatives et nouveaux gouvernements.
- P. 26 : La Banque africaine de développement (supplément).
- P. 27 et 29 : Les livres du mois.
- L'activité des organisations internationales.

Novembre 1974

سازمان چاپ